

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

**pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IVe Internationale)**

N°14, janvier-février 2013 — 1€ (soutien : 2€)



Bonne année 2013 de luttes !

**France : Étendre et faire converger les luttes
pour l'affrontement central avec le gouvernement,
défendre un programme révolutionnaire !**

Congrès 2013 du NPA : soutenons la plateforme Z !

L'esclavage moderne ou le vrai visage de Dubaï

Étendre et faire converger les luttes pour l'affrontement central avec le gouvernement, défendre un programme révolutionnaire

Hollande-Ayrault-Valls : l'aggravation des attaques, c'est maintenant !

Pour répondre aux exigences de la bourgeoisie française (patronat, actionnaires), Hollande annonce dans son « pacte de compétitivité » 20 milliards de baisse d'impôts pour les entreprises, ainsi qu'une hausse de la TVA et d'autres mesures augmentant le contrôle des patrons sur la formation ou réduisant les droits du travail (voir article p. 3). Pour la Sécurité sociale, entre augmenter les recettes et limiter ses dépenses, le choix a été vite fait : les exonérations patronales vont continuer pendant que les travailleurs/ses devront serrer la ceinture (article p. 6).

Le gouvernement a par ailleurs ouvert une concertation pour une réforme du marché du travail. Elles rassemblent depuis plusieurs semaines représentants des syndicats et des organisations patronales. C'est un démantèlement pur et simple du code du travail que le Medef réclame : disparition à terme du CDI, remise en question des conventions collectives, facilitation des licenciements économiques. CGT, FO et FSU appellent du bout des lèvres à « informer et mobiliser les salariés » comme avec leur « rassemblement » du 10 janvier devant le siège du Medef, mais sans se donner le moins de monde des moyens de mobiliser réellement.

Ces négociations s'inscrivent dans le cadre de la crise, où le gouvernement demande à chacun (en fait surtout aux travailleurs/ses!) de faire un effort pour le « réta-

blissement de la compétitivité ». Derrière ce terme, il faut en fait entendre « rétablissement du taux de profit », c'est-à-dire augmentation de l'exploitation. Les travailleurs/ses n'ont aucun intérêt commun avec le patronat. Les dirigeants syndicaux ne devraient pas accepter de s'asseoir à une même table que les représentants du Medef pour discuter de remises en cause majeures de nos acquis !

Enfin, loin d'avoir changé d'attitude à l'égard des étrangers, la police du gouvernement Hollande-Valls continue de les harceler, refuse de régulariser et expulse les sans-papiers. Cette politique de répression touche également les militantes et militants, notamment à Notre-Dame-des-Landes, et des syndicalistes (postiers du 92...).

Démantèlement du code du travail, attaques contre les étrangers, répression accrue : la politique que mène Hollande est dans la continuité et même pire que celle qu'avait menée Sarkozy. Mais malgré tous ses efforts pour aider le patronat, n'hésitant pas à revenir sur le peu de promesses qu'il avait faites durant sa campagne (comme l'engagement à ne pas augmenter la TVA...), la France continue à s'enfoncer dans la crise, avec la multiplication des licenciements et suppressions d'emplois et une stagnation qui frise la récession pure et simple. Hollande va devoir pousser ses attaques encore plus loin pour satisfaire les intérêts de la bourgeoisie. Or la popularité du gouvernement a déjà beaucoup chuté, et les quelques illusions qui planaient autour d'un gouvernement « de gauche » se sont vite dissoutes. On peut donc espérer que les travailleurs/ses et les jeunes ré-

sisteront de plus en plus et en se radicalisant...

Soutenir les luttes, pour leur convergence !

C'est pourquoi nous devons apporter tout notre soutien aux luttes en cours, qu'il s'agisse des travailleurs/ses de Virgin, qui tentent de résister à l'annonce de leur licenciement, de la lutte héroïque des sans-papiers en grève de la faim depuis fin novembre à Lille ou de toutes les luttes qui se multiplient en réponse aux annonces de licenciements (PSA, Sanofi, Arcelor etc.). Nous devons être présent-e-s dans les rassemblements de soutien qui ont lieu et à l'initiative de meetings qui popularisent ces luttes, pour aider à leur convergence. Là encore les directions syndicales refusent d'offrir des perspectives à ces luttes. On se souvient de la journée du 9 octobre qui avait été une relative réussite, rassemblant 90 000 travailleurs/ses en lutte de l'industrie dans les manifestations et plusieurs milliers plus radicaux devant le salon de l'auto¹. Mais les directions syndicales refusent de faire de ce type de dates le début d'une mobilisation d'ensemble contre les licenciements. Si aujourd'hui elles dépensaient moins d'énergie à être de bons « partenaires sociaux », elles pourraient mettre leurs efforts au service des luttes. À son échelle, le NPA doit combiner un travail d'interpellation de ces directions, exigeant leur rupture avec le gouvernement et la décision de mobiliser contre lui, avec l'impulsion sans attendre d'initiatives concrètes permettant des jonctions entre les luttes, en

1. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=417>

s'appuyant sur les équipes syndicales combattives. Il faut s'appuyer notamment sur l'appel à une manifestation nationale des Sanofi au siège de l'entreprise à Paris (jeudi 17 janvier à 10h) et l'appel au rassemblement devant le ministère du travail lancé conjointement par l'embryon de coordination des travailleurs/ses de Goodyear, Licenci'Elles, Fort Blanquefort et Fralib (mardi 22 janvier devant le ministère du travail).

Nous soutenons toutes les luttes contre les projets capitalistes et les mesures du gouvernement. À Notre Dame des Landes, la mobilisation contre l'« Ayrault-port » a pris une dimension nationale, accentuant le discrédit du gouvernement, tout en témoignant de la puissance mobilisatrice des questions écologiques. Les milliers d'habitant-e-s et de jeunes qui combattent sur place malgré la répression, avec une solidarité large dans tout le pays et la mise sur pied de comités de soutien, montrent que la destruction de planète au nom du « progrès » capitaliste ne pourra plus se faire impunément ! Il est indispensable de lutter là aussi pour la mise

en commun de toutes les luttes, leur convergence dans l'affrontement central avec le gouvernement.

Le 13 janvier, des milliers de manifestants risquent d'être présents contre l'ouverture au mariage et à l'adoption pour toutes et tous. Face à cette offensive réactionnaire, l'inter-LGBTI appelle à une mobilisation d'ampleur le 27 janvier. C'est un enjeu central que d'être nombreux/ses à cette manifestation. Même sur l'égalité des droits, le gouvernement louvoie et essaie d'en faire le moins possible. Par exemple, il n'est pas prévu à ce stade dans le projet de loi que les couples lesbiens aient accès à la procréation médicalement assistée (PMA). Et plus généralement, il est hors de question de laisser les réactionnaires manifester sans montrer que nous sommes là pour défendre des principes démocratiques et progressistes.

Plus que jamais, il nous faut construire un NPA révolutionnaire !

C'est dans ce contexte de discrédit du gouvernement permis

par ces toutes premières luttes qu'a lieu le congrès du NPA. La classe ouvrière et les jeunes radicalisé-e-s ont plus que jamais besoin d'un parti qui porte à la fois un programme révolutionnaire et des initiatives concrètes. Le refus des dirigeant-e-s du Front de gauche de s'opposer réellement au gouvernement en fait des obstacles aux mobilisations. Le Front de gauche, avec ses amis des directions syndicales, fait et fera tout pour canaliser la colère, pour la faire entrer dans les canaux institutionnels et empêcher ainsi les travailleurs/ses et les jeunes de prendre leur destin en main. Les révolutionnaires doivent oser faire entendre leur voix, miser sur l'auto-organisation et la défense d'un programme transitoire axé sur l'objectif de la prise du pouvoir des travailleurs/ses. C'est le sens de notre combat politique (voir dossier congrès du NPA p. 16).

Pauline Mériot

FRANCE

« Pacte de compétitivité » de Hollande : le début d'une offensive de grande ampleur contre le prolétariat

Le « pacte de compétitivité » : le doute n'est plus permis sur Hollande et sa clique

Le 5 novembre, Louis Gallois a rendu un rapport¹ dont le contenu avait largement fuité. Il s'agissait

de proposer des mesures fortes face au « décrochage » de compétitivité de l'économie française. L'objectif était simple : augmenter les marges des capitalistes pour favoriser l'investissement et l'innovation. La mesure phare du rap-

port est la diminution de 20 milliards les cotisations patronales et de 10 milliards les cotisations salariales², compensée par une hausse des impôts sur les ménages (principalement sur les travailleurs) et une baisse de la dépense publique.

1. Rapport consultable à l'adresse suivante : http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/fichiers_joints/rapport_de_louis_gallois_sur_la_competitivite_0.pdf

2. La distinction entre cotisations patronales et salariales est importante : seule la baisse des cotisations patronales diminue le « coût du travail » payé par les patrons. En effet, la baisse des cotisations salariales est neutre pour les patrons, à condition bien sûr que le salaire brut soit constant (ce qui se traduit alors par une hausse du salaire net pour les travailleurs)

Avec un effet de surprise bien orchestré (le gouvernement ayant fait mine de croire que le rapport serait enterré), Hollande et Ayrault ont approuvé globalement les conclusions du rapport. Le lendemain, le gouvernement a présenté un « *pacte national pour la croissance, la compétitivité, et l'emploi* »¹ avec une proposition phare : une baisse d'impôt de 20 milliards (en trois ans) pour les entreprises financée par 10 milliards d'impôts supplémentaires sur les ménages et 10 milliards de coupes supplémentaires dans les dépenses publiques. La hausse de la TVA devrait rapporter 7 milliards² et l'instauration d'une taxe « écologique » 3 milliards. Alors que Hollande s'est fait élire contre la « TVA sociale » et que Ayrault martelait en septembre que « *nous n'augmenterons jamais la TVA, ni la CSG pour combler les trous du budget de l'État* », la trahison des maigres engagements de la campagne est flagrante.

Le gouvernement se montre d'ailleurs encore plus généreux avec les patrons que ce que préconisait Gallois dans son rapport. Ce dernier a expliqué en effet que « *l'impact des 20 milliards d'euros est peut-être plus important dans la mesure Ayrault que dans la mesure que je proposais pour la raison qu'elle est après impôts alors que la mienne était avant (impôts), les bénéfices qu'on réalisait grâce au transfert de charges étaient taxés à 35%* ». Autrement dit, il s'agit avec Hollande d'un gain net (après impôt) de 20 milliards pour les capitalistes, alors que les 20 milliards de baisse de cotisation patronale n'auraient rapporté que 13 milliards après impôts.

Par ailleurs, le gouvernement a pris plusieurs mesures visant à « fluidifier » le dialogue social, afin d'associer encore davantage,

avec les carottes qui vont avec, les bureaucrates syndicaux. En outre, le gouvernement s'engage à développer l'apprentissage (objectif de 500 000 apprentis en 2017) et à « *renforcer la place des entreprises au sein de l'enseignement technique et professionnel, en systématisant leur présence au sein des instances de gouvernance de ces structures* ». Il s'agit donc d'amplifier le contrôle du patronat sur la formation, afin que le « service public » soit à l'écoute de leurs desiderata.



Gallois remet son rapport sur la compétitivité à Ayrault le 5 novembre 2012.

Le « pacte de compétitivité » n'est qu'un début ! Le plus dur reste à venir !

Pendant quelques mois, Hollande a donné l'illusion d'une inflexion à gauche par rapport à la politique de Sarkozy. On était loin de la relance keynésienne de 1981, mais l'augmentation de certaines allocations et la hausse des impôts sur les plus riches ont ajouté une dose de justice sociale à la poursuite, et même l'accentuation, de l'austérité budgétaire. Désormais, les masquent tombent, même si Hollande a procédé très habilement :

– En baissant les impôts des entreprises à la place des cotisations patronales, il a réussi à contenter le patronat (avec une mesure qui va plus loin que ce que préconisait Gallois) et les syndicats, qui se fé-

licitent qu'on ne touche pas au financement de la Sécu. Chérèque va même plus loin en saluant le « virage pragmatique bienvenu » de Hollande³

– L'annonce de la hausse de la TVA au 1er janvier 2014 incitera les ménages à augmenter leur consommation en 2013, ce qui permettra au gouvernement d'avoir des rentrées fiscales supplémentaires avant même l'entrée en vigueur de cette mesure

Mais les capitalistes doutent encore de la « crédibilité » de Hollande :

– Le gouvernement a annoncé 20 milliards de coupes dans les dépenses publiques (10 milliards dans le budget 2013 et 10 milliards supplémentaires avec le pacte pour la compétitivité), mais le mystère demeure sur les modalités...

– Le gouvernement a annoncé une hausse de 12 milliards d'impôts sur les entreprises en 2013 (budget 2013) et une baisse de 20 milliards sur les trois années suivantes (même si certaines entreprises pourront bénéficier d'une avance en 2013). Incohérence, ou plutôt subtil « tango fiscal ». En 2013, priorité à la réduction du déficit public. De 2014 à 2017, priorité à l'augmentation des marges après impôts des entreprises. Par contre, la priorité aux travailleurs, ce n'est pas avant 2017...

Malgré le « pacte pour la compétitivité », **la France est désormais présentée comme le nouveau « maillon faible » de l'Europe**. Dans son édition du 17 novembre, l'hebdomadaire britannique *The Economist* à l'audience mondiale titrait « la France, bombe à retardement de l'Europe ». Des médias allemands ont affirmé que le ministre allemand des finances (Schäuble) avait commandé un rapport à des économistes pour plancher sur des

1. Consultable ici : http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/dossier_de_presses/pacte_national_pour_la_croissance_la_competitivite_et_lemploi.zip

2. Le taux normal passera de 19,6% à 20%; le taux intermédiaire passera de 7% à 10% (il concerne la restauration, les travaux de rénovation des logements, les transports de voyageurs, les places de camping, etc.); le taux des produits de première nécessité baissera de 5,5% à 5%.

3. Interview dans le *Nouvel Observateur* du 22 novembre

propositions de réforme pour la France. Moody's a dégradé la note de long terme de la France le 19 novembre. En un mot, la pression augmente sur le gouvernement français pour qu'il aille bien plus loin dans les contre-réformes, qu'il fasse le même travail en France que ce que Schröder a fait en Allemagne il y a 10 ans. Et le patronat européen est optimiste sur la capacité de Hollande à faire mieux que Sarkozy. Ainsi, Hans-Peter Keitel, dirigeant de la fédération patronale allemande de l'industrie, explique : « *lorsqu'un pays doit procéder à des réformes majeures de politique économique, il vaut mieux que le gouvernement ne soit pas d'une couleur politique qui le rende suspect d'être favorable aux entreprises (...)* La France a la chance d'avoir une telle constellation politique, avec une large majorité pour entreprendre les réformes nécessaires. Cela me rend confiant »¹

Le prochain chantier est la réforme du marché du travail labellisé « pour une meilleure sécurisation de l'emploi ». Hollande a appelé solennellement (lors de sa conférence de presse du 13 novembre) les « partenaires sociaux » à conclure un « compromis historique ». Le Medef est à l'offensive : il a proposé le 14 novembre un premier projet d'accord² qui prévoit l'élargissement du contrat de mission, du contrat intermittent, la réduction des délais de prescription prud'homale de cinq ans à 12 mois, la limitation du montant des condamnations pour licenciement sans motif réel et sérieux, l'assouplissement de la justification possible d'un li-

cenciement devant le juge, etc. En contrepartie, le Medef a évoqué la création de « droits transférables » (ne dépendant pas du poste occupé mais du statut de salarié) et a ouvert la porte à la taxation des emplois précaires (car l'objectif principal est le dynamitage des protections du CDI)³, ce qui a provoqué d'ailleurs la colère de la CGPME⁴. La tactique est bien rodée : présenter un projet « dur », pour faire mine de faire des concessions et conclure un accord régressif pour les salariés, mais qui permet aux bureaucraties syndicales de prétendre qu'elles ont évité le pire. Et le gouvernement pousse au maximum pour qu'un accord soit conclu pour éviter d'avoir lui-même à imposer la casse du code du travail. Depuis, le Medef a présenté le 30 novembre une nouvelle mouture de son texte (saluée par la CFDT)⁵ qui maintient les reculs sociaux, renonce à la taxation des emplois précaires, en échange d'une plus grande transférabilité des droits (formation, mutuelles) et d'un « droit rechargeable à l'assurance chômage »⁶... qui serait financé par une baisse des indemnités chômage !

Pour l'heure, aucun accord n'a été conclu, mais les organisations syndicales ont accepté le cadre de la discussion, c'est-à-dire celui des modalités de la régression sociale. Cette participation est une trahison des intérêts des travailleurs, et **il est important que le NPA prenne position contre ce « dialogue social » et organise ses militants à l'intérieur des syndicats pour imposer la rupture des négociations et un véritable plan de**

bataille contre le patronat et le gouvernement.

Alors que le patronat et les grands médias applaudissent le gouvernement, les tensions s'exacerbent au sein de la majorité gouvernementale, sur fond d'impopularité du duo Hollande/Ayrault. La gauche du PS (Maurel, Lienemann, Guedj, Filloche) critique prudemment le tournant néolibéral et a refusé d'intégrer la direction du PS (où Harlem Désir leur avait offert quelques strapontins) ; Jean-Vincent Placé et Noël Mamère se sont demandés publiquement ce que les écologistes faisaient au gouvernement ; le PCF s'est abstenu sur le budget pendant que le parti de gauche s'est prononcé contre ; Ayrault a désavoué Montebourg (au bord de la démission) en capitulant devant Mittal (entérinant l'arrêt des hauts fourneaux de Florange) et en renonçant à une nationalisation temporaire, qualifiée de « *pas efficace pour une entreprise en panne de débouchés ou en manque de compétitivité* ». A l'inverse, Bayrou multiplie les louanges à l'adresse de Hollande : « *Le cap que François Hollande a annoncé est courageux : il va entraîner des conséquences très exigeantes et même très rudes* » (Parisien dimanche du 18 novembre), et des proches de Hollande (comme Le Foll) commencent à évoquer la perspective d'une reconfiguration de la majorité gouvernementale, amputée d'une partie de sa gauche, et élargie sur sa droite.

Gaston Lefranc

1. *Le Monde*, 4 décembre 2012

2. Consultable sur <http://tinyurl.com/echos-negociations>

3. Piste évoqué dans un « document d'orientation » transmis par Sapin aux « partenaires sociaux » en septembre : cf. <http://tinyurl.com/echos-interpro>

4. Organisation patronale qui représente les petites entreprises, qui recourent massivement au travail précaire et peu aux procédures de licenciement collectif

5. Disponible ici : <http://www.lefigaro.fr/assets/pdf/projet-ani-securisation-emploi.pdf>

6. Il permettrait à un chômeur qui retrouve un emploi de conserver ses droits à indemnisation non consommés pour pouvoir les utiliser lors d'une nouvelle période d'inactivité.

Budget de la Sécu : l'austérité pour les travailleurs, les exonérations de cotisations sociales pour les patrons

Le ministre du budget (Cahuzac) a présenté lundi 1er octobre le projet de loi de financement de la Sécurité sociale¹. Il l'a qualifié de « *budget de combat (...) pour éviter de laisser aux générations futures une dette qui constituerait un véritable impôt à la naissance* ». L'objectif est de baisser le déficit global de la Sécu (régime général + Fonds de solidarité vieillesse) de 17,4 à 13,9 milliards. La défense des générations futures est une escroquerie intellectuelle, car ce ne sont pas les « jeunes » qui paieront plus tard les dépenses actuelles des « vieux » ; mais, avec le mécanisme de la dette, c'est une partie des « jeunes » (les futurs travailleurs) qui financera plus tard (en payant des intérêts) les revenus et les dépenses futures d'une autre partie des « jeunes » (les futurs capitalistes) qui vivront de la dette. L'opposition des générations² cache le véritable combat du gouvernement : le combat de classe pour faire payer les travailleurs, *via* une réduction des dépenses sociales et une hausse des prélèvements.

Côté prélèvements supplémentaires (5 milliards), ils frapperont les travailleurs : en témoigne la mise en place d'une nouvelle taxe de 0,15% (puis 0,30% en 2014) sur les pensions de retraite (350 millions). Par contre, le gouvernement a renoncé à faire payer aux Français qui travaillent en Suisse des cotisations maladies (ils pourront toujours choisir une assurance privée) et a surtout renoncé à augmenter les cotisations patronales ! Et pour cause : *Le Monde* a révélé la semaine dernière que le gouvernement prévoyait de baisser de

40 milliards les cotisations patronales d'ici 2017... et de faire payer la différence par les travailleurs, via une augmentation de la CSG ou de la fiscalité « écologique ». Ce chiffre de 40 milliards correspond à celui avancé par Louis Gallois, « commissaire général à l'investissement », qui doit justement rendre un rapport sur la compétitivité le 5 novembre.

Côté réduction de dépenses (2,4 milliards), on peut se féliciter des baisses de prix des médicaments imposées aux groupes privés. Mais des mesures frapperont aussi les malades : maintien du « jour de carence » pour les fonctionnaires décidé par Sarkozy l'an passé, restriction des prescriptions d'arrêts de travail, « rationalisation des achats hospitaliers », limitation du recours à l'hospitalisation, autant de mesures qui vont détériorer la qualité des soins. Les hôpitaux vont être contraints à de nouvelles réductions d'effectifs.

Le projet de loi contient certes des dispositions positives (le remboursement à 100% des IVG est une victoire des luttes féministes de ces dernières années). Mais il est globalement régressif. Les allègements de cotisations sociales employeurs (30 milliards d'Euros) sont maintenus. Une part d'entre eux (2,9 milliards en 2010) n'est pas compensée par le budget de l'Etat à la Sécurité sociale. Par ailleurs, pour celles qui sont normalement compensées (et creusent le déficit de l'Etat), on constate d'importants retards de versement de la part de l'Etat. Ils s'ajoutent aux dettes patronales. Tout cela renforce les problèmes de trésorerie de l'ACOSS (Agence centrale

des Organismes de Sécurité Sociale, la « banque de la Sécurité sociale »). Pour couvrir ces problèmes, l'ACOSS est obligée de recourir à l'emprunt, pour une part de plus en plus importante auprès des banques privées et des marchés financiers !

Par ailleurs, Mireille Elbaum a été nommée le 20 septembre présidente du *Haut Conseil du Financement de la Protection Sociale*, un schmilblick de plus créé cette année (sous Sarkozy) pour intégrer les syndicats, avec le consentement de leurs directions. Ce choix n'est pas anodin : Elbaum veut mettre en place un système de retraite individualisé par points, c'est-à-dire un régime « à cotisations définies » (et plus à « prestations définies » comme aujourd'hui) où chacun-e perçoit une retraite en fonction de son nombre de points, et où la valeur du point est calculée en fonction de l'objectif d'équilibre financier de la Sécu. Le conseil doit proposer une réforme du financement de la protection sociale dans les trois mois. « *Sur la base de vos travaux, le Gouvernement prendra ensuite ses responsabilités* », dans la voie d'une réforme de la protection sociale, a déclaré Ayrault. Une réforme qui prendra en compte une « *feuille de route sociale [...] qui intègre sans tabou la question de la compétitivité* », a ajouté le Premier ministre.

Les intentions du gouvernement ne font guère de doute : les attaques contre le système de protection sociale, et notamment nos retraites, ne font que commencer.

Gaston Lefranc

1. Consultable sur <http://www.economie.gouv.fr/projet-de-loi-de-financement-de-la-securite-sociale-pour-2013>

2. On pourra lire avec intérêt la contribution des sociologues Yann Le Lann et Benjamin Lemoine dans « Actes de la recherche en Sciences sociales » n°194 intitulée « Les comptes des générations. Les valeurs du futur et la transformation de l'État social ». Ils y expliquent comment la catégorie des « générations » s'est imposée au détriment des catégories sociales.

Congrès de la FSU : la direction veut aller encore plus loin dans le « dialogue social » !

La Fédération Syndicale Unitaire est la deuxième organisation de la fonction publique d'Etat. Elle est également implantée dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière. Elle revendique 163 000 adhérents. Cette fédération se présente comme une organisation syndicale de "transformation sociale". En conséquence, elle assume des prises de positions politiques en lien avec les intérêts des salariés et elle affirme par ailleurs son attachement au principe d'indépendance entre les organisations politiques et syndicales¹. La FSU, en assumant une orientation politique, peut alors en principe rendre les coups aux politiques qui s'attaquent aux intérêts des salariés tout en proposant des alternatives économiques et sociales permettant de pérenniser leurs acquis, voire de les développer.

La FSU est également organisée en tendances. Ce qui a le double avantage d'enrichir parfois les différentes orientations entre elles, mais aussi de favoriser la démocratie interne, notamment en permettant une expression critique et organisée de la direction.

Un congrès national de la FSU se tiendra du 11 au 15 février 2013. Ce congrès sera justement l'occasion de faire le bilan de la direction sur les trois dernières années et de mettre en œuvre les grandes lignes de l'orientation pour les trois années à venir. Cet article n'a pas pour but de balayer l'ensemble des enjeux du congrès mais de pointer quelques axes stratégiques à la croisée des chemins entre politique et syndicalisme.

Refus de dénoncer et combattre le gouvernement Hollande

La stratégie des gouvernements de casse sociale qui se succèdent depuis des années consiste notamment à annoncer des mesures tellement rétrogrades du point de vue des salariés que le soi-disant

"compromis" trouvé ensuite avec les "partenaires sociaux" permet aux directions syndicales de revendiquer des victoires alors qu'ils constituent toujours un recul. Pour ceux qui ont identifié le manège, il est difficile de considérer ces "partenaires sociaux" comme des forces à même de mener le combat dans la guerre sociale déclarée par les capitalistes et leurs institutions.

On ne peut pas dire que la FSU ait été une organisation d'accompagnement du sarkozysme, mais elle s'est inscrite dans le cadre du dialogue social et le bilan de cette stratégie est négatif. Dans le rapport d'activité de ces trois dernières années présenté par la direction, celle-ci s'efforce malgré tout de montrer sa combativité... dans le "dialogue" : *"La FSU a défendu l'emploi..., a pris à bras le corps..., a dénoncé une loi qui attise les tensions sociales..., a combattu diverses dispositions, demande..., exige une vraie..."*

Mais quels sont les résultats ? Nous n'en trouvons pas trace dans le rapport. Par exemple, la FSU assume avoir signé les accords de Bercy sur la "représentativité" tout en combattant certaines dispositions, mais sans faire le bilan de ce qui a été obtenu... Il y a de quoi penser que la rhétorique politicienne est contagieuse et, tout en espérant que cette stratégie cessera au plus vite, conseiller aux camarades rompus à la concertation de se protéger à l'avenir.

Hélas, il semble qu'il soit déjà trop tard pour ceux qui discutent avec le gouvernement Hollande : la maladie contractée semble pour le moment en être au stade du soutien critique. Ce soutien critique est par ailleurs mis en lumière par les professions de foi des différentes tendances au sein de la Fédération.

Alors que l'expression des courants de pensée montre que la date de publication aurait permis de faire une critique factuelle du gouvernement Hollande, rien de frontal n'émerge dans le rapport d'activité de la direction : ni contre le même acharnement contre les Roms que le gouvernement Sarkozy, ni contre la programmation d'un nouveau train de contre-réformes en collaboration avec le MEDEF (réforme du droit du travail, modification du financement de la Sécurité Sociale), ni contre la confirmation de 22 000 suppression de postes dans la Fonction Publique (FP) pour 2013 ou encore contre le vote à l'Assemblée Nationale du TSCG...

L'omission de ce qui aurait dû être dénoncé se double d'une certaine confusion quant aux "fondamentaux" même de la FSU. Ainsi, la fédération a exigé l'application de la loi Sauvadet qui instaure le recrutement en CDI dans la FP. Pourtant, si l'application de cette loi constitue une avancée pour des précaires de la Fonction Publique, elle ne concernera qu'une minorité d'entre eux/elles et rejette à l'arrière-plan une revendication beaucoup plus juste dans la mesure où elle permettrait aux précaires d'acquiescer un vrai statut et ne constituerait pas un cheval de Troie pour s'attaquer au statut de fonctionnaire : leur titularisation pure et simple².

Abstention de la direction sur la "refondation de l'école" à la sauce Peillon

La stratégie de la direction vis-à-vis du projet de "refondation de l'école" proposé par le nouveau gouvernement et Vincent Peillon, ministre de l'Education, est également inquiétante. La FSU s'est en effet abstenue sur ce pro-

1. Textes : http://w3.fsu.fr/IMG/pdf/Congres_Poitiers_theme4POUR.pdf (p. 5, ZOOM "Syndicalisme et politique").

2. C'est à dire le statut de fonctionnaire.

jet lors des votes au Conseil Supérieur de l'Éducation (CSE) et au Comité Technique Ministériel (CTM). Pourtant, les nombreuses contradictions entre ce projet et ce que défend la FSU aurait dû en toute logique déboucher sur un vote contre ! En effet, la "refondation Peillon" s'inscrit par bien des aspects dans la continuité des réformes de l'ancien gouvernement : socle commun synonyme d'éducation à plusieurs vitesses ; évaluation par compétences au détriment de la reconnaissance des diplômes nationaux ; transfert des compétences de l'État aux régions concernant l'orientation... Bref, de nombreuses mesures cohérentes avec l'objectif de plier les enseignements aux besoins locaux du patronat et en contradiction avec la conception d'une éducation commune permettant de limiter les inégalités sociales et territoriales produites par le capitalisme. Les personnels également subiront les conséquences des inégalités territoriales dans la mesure où leurs statuts et obligations de service pourront être adaptés en fonction des endroits. Ce qui fait apparaître un double problème inacceptable pour une organisation syndicale de lutte : la possibilité de voir des personnels désavantagés par rapport à d'autres et des difficultés supplémentaires pour mettre en œuvre des mobilisations d'ensemble. C'est d'autant plus inadmissible qu'il ne peut échapper à personne qu'un des axes stratégiques des casseurs sociaux consiste à entretenir ou créer des inégalités pour ensuite décider sous ce prétexte un nivellement par le bas des conditions de travail, de rémunération, etc. Cette stratégie concernant l'Éducation est à rapprocher du projet de décentralisation qui touchera l'ensemble des personnels de la fonction publique et des usagers des services publics.

Cette abstention de la direction de la FSU au CSE a eu un point positif : celui de montrer la réactivité de pans entiers de l'organi-

sation. En effet, plusieurs sections départementales ont fait connaître leur désaccord avec cette abstention. La section départementale de Corrèze a notamment pointé le fait que ce vote de la FSU ne correspondait ni aux mandats de l'organisation, ni aux attentes des personnels. S'appuyant carrément sur l'adhésion de la CFDT et de l'UNSA au projet, Vincent Peillon s'est quant à lui félicité de l'avis largement favorable du CSE, qui témoignerait de l'adhésion de la communauté éducative aux priorités de la refondation.

En 2009, l'abstention de la FSU sur la masterisation (voir un de nos articles à ce sujet : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=171>) avait également suscité des réactions vives au sein même de l'organisation. Si les conséquences négatives se sont faites immédiatement sentir pour les enseignant-e-s en formation, la revalorisation attendue en contrepartie pour l'ensemble de la profession se fait toujours attendre. Notons que rien n'est développé sur ce sujet dans le rapport d'activité de la direction...

Le "dialogue social", produit d'une idéologie seulement "anti-libérale"

Le "dialogue social" est une expression à ajouter au dictionnaire de la "novlangue" (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Novlangue>) qui nécessite d'être décortiquée en s'intéressant à quelques interlocuteurs de ce "dialogue". On y retrouve notamment le MEDEF. La relation avec la principale organisation patronale dépend du modèle de société défendu à long terme. Les patrons font-ils partie de ce projet ? À terme, doit-on réguler le pouvoir patronal, ou doit-on viser la disparition de la propriété privée des moyens de production et passer du capitalisme au socialisme ?

Les textes préparatoires du congrès et particulièrement le

thème 3 ("*En France, en Europe et dans le monde, pour des alternatives économiques, sociales et écologiques, pour les droits et libertés*", cf. http://www.fsu.fr/IMG/pdf/Congres_Poitiers_theme3POUR.pdf) sont de type "anti-libéral", comparable à ceux du Front de gauche. Il y est certes mentionné que la crise actuelle est une crise systémique du capitalisme qui devrait déboucher sur la volonté d'en finir avec les fondements de ce système. Pourtant, lorsqu'il est question de décrire plus précisément cette crise, les textes ne font mention que des conséquences néfastes du libéralisme, en accord avec les solutions avancées qui proposent une autre répartition des richesses et l'intervention d'institutions existantes ou nouvelles comme l'ONU sans le Conseil de Sécurité, une Union Européenne plus démocratique et plus axée vers le social et l'écologie. D'autres instruments de régulations sont proposés au niveau national : une Banque Publique sous l'égide du Parlement sur le plan national ou encore des outils de planification souples à développer avec des structures de prévision et d'analyses stratégiques... Bref, tout un arsenal institutionnel pour réguler les intérêts contradictoires de ceux qui ont une place et des intérêts différents au sein du système capitaliste. En mentionnant que "*nous avons connu, durant cette période (Sarkozy), une remise en cause des valeurs et principes fondant notre démocratie*" ou en proposant d'accroître les ressources des régies de retraites de 4 à 5 points du PIB d'ici 2050 par une hausse des cotisations ou une taxation des revenus du patrimoine, la FSU met en avant le modèle d'une bonne République où les institutions permettraient une juste répartition des richesses entre classes sociales aux intérêts contradictoires. Si la FSU parle d'émancipation vis-à-vis de toutes les formes d'exploitation, notamment celle du travail par le capital, l'expropriation des capitalistes

n'est pas envisagée... Le projet social en toile de fond est donc un capitalisme régulé.

En revanche, si on considère que les capitalistes ne peuvent pas se passer des salariés mais qu'un système peut fonctionner sans propriétaires des moyens de production et si on considère que les institutions d'une société capitaliste seront toujours en priorité soumises aux intérêts des capitalistes, nous ne pouvons que défendre l'indépendance du syndicat vis-à-vis des patrons et de leurs institutions.

La preuve par la CES et la CSI

Vient alors un des points conflictuel du prochain congrès : l'adhésion de la FSU à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) et à la Confédération Syndicale Internationale (CSI). Si le projet de tisser et structurer des liens internationaux est une position juste de la FSU, cette construction ne peut s'appuyer sur des structures "syndicales" liées aux institutions capitalistes comme la CES par l'UE ou la CSI. Rapportons par exemple que la CES s'était prononcée pour la notion de SSIG (Service Social d'Intérêt Général) qui, en se substituant à la notion de service public, sert d'instrument pour privatiser tout ce qui est rentable dans les services publics (filiales de la SNCF, d'EDF, de GDF, de La Poste, etc.). Cela s'accompagne d'une soumission du secteur public aux normes privées : concurrence, augmentation de la productivité, compression de la masse salariale... en contradiction avec les principes affichés par la FSU. Dans les textes de congrès, la CES est pourtant présentée comme une organisation d'opposition dans la mesure où elle s'est exprimée en défaveur de la ratification du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance. Rappelons que le TSCG a été directement ratifié à l'Assemblée Nationale (comme le traité constitu-

tionnel européen rejeté par référendum en 2005 puis passé en force au Parlement). Dès lors, quelle est la sincérité de l'opposition de la CES à la ratification de ce nouveau traité dont le passage en force dans les différents pays était prévisible? S'est-elle achetée une couverture de combativité à bon compte? Cette question se pose d'autant plus que la CES et la CSI collaborent à la mise en place de la politique d'austérité en Grèce (cf. <http://www.rougemidi.org/spip.php?article4766>). La CSI est pour faire simple au syndicalisme international ce que la CES est au syndicalisme européen, imbriqué dans des institutions comme l'Organisation Mondiale du Commerce avec qui l'issue du "dialogue" ne se conçoit que dans le cadre du libéralisme économique.

Rompre le cercle vicieux du "dialogue social" : pour une ligne lutte de classe !

Des points d'appuis existent pour sortir la FSU de son orientation funeste. Après plusieurs années à suivre la logique du "dialogue social", la FSU et bon nombre de ses syndicats n'ont pas du tout permis de mieux défendre les acquis et moins encore d'en obtenir de nouveaux. La Fédération a d'ailleurs perdu des voix aux élections professionnelles de 2012. Mais ce n'est pas le plus grave : certains syndicats de la FSU perdent des militant-e-s de terrain. Les positions des directions de syndicats de la FSU et de la FSU elle-même mettent en effet parfois en porte-à-faux les militants avec la combativité de certain-e-s collègues : après avoir par exemple dénoncé les dangers du socle commun ou de la masterisation, ils/elles se retrouvent dans l'impossibilité d'expliquer comment de tels dangers n'entraînent pas d'opposition pure et simple du syndicat. Ce type d'ambiguïté accrédite les sentiments anti-syndicaux selon lesquels les syndicats créent et canalisent la contestation afin d'obtenir des avantages pour l'appareil au détriment des salariés.

Continuer dans la logique du dialogue social, c'est continuer d'alimenter un cercle vicieux. Plus l'appareil s'engage dans le dialogue social, plus la base du syndicat doit déléguer son pouvoir aux négociateurs plutôt que de se mobiliser elle-même. Moins les "négociateurs" sont liés à une base mobilisée, moins ils ont de rapport de force dans les négociations et plus ils doivent lâcher du terrain. Plus ils lâchent de terrain, moins ils sont crédibles auprès des forces combattives réelles et potentielles. Si la FSU continue dans cette voie, elle se retrouvera acculée à l'intégration institutionnelle, servant encore plus à éviter l'explosion sociale pour que perdure l'exploitation capitaliste.

C'est pourquoi les militant-e-s anticapitalistes et révolutionnaires de la FSU doivent se battre pour que la FSU rompe avec le "dialogue social", pour mettre en échec l'orientation de la direction et développer une ligne lutte de classe permettant de combattre frontalement le gouvernement Hollande-Ayrault et ses réformes. Nous reviendrons dans un prochain article sur les différentes minorités de la fédération (École émancipée, Front unique, URIS, Émancipation). Rappelons seulement ici que la principale tendance minoritaire, École émancipée, à laquelle participent encore un certain nombre de camarades du NPA sur une ligne contestataire, est dirigée majoritairement par la Gauche Anticapitaliste (courant droitier issu du NPA et parti au Front de gauche) et collabore depuis des années avec la direction de la FSU sur la base d'une sorte de "soutien critique". En revanche, la tendance Émancipation articule clairement la satisfaction pérenne des revendications et la nécessité d'en finir avec le capitalisme. Elle se positionne également en rupture avec la logique de dialogue social tout en proposant des alternatives pour les formes de luttes. Elle prône la grève interprofessionnelle et l'auto-organisation, ainsi que l'unification du syndicalisme sur une base anticapitaliste et lutte de classe.

Nicolas Faure

Pour en finir avec l'UE capitaliste et l'euro en crise

Une récente note économique de *Natixis* (banque d'investissement du groupe BPCE, issue de la fusion des groupes *Caisses d'épargne* et *Banque populaire*) - <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=66607> - distingue trois issues possibles à la crise de la zone euro :

1. l'appauvrissement des pays du Sud qui ferait disparaître leur déficit commercial extérieur ;
2. la mise en place de transferts des pays de l'Europe du Nord vers ceux du Sud ;
3. l'explosion de l'euro.

Même si cette note fait abstraction de la lutte des classes, elle dessine avec clarté les trois issues possibles.

Pour les gouvernements bourgeois de l'UE, l'option (3) est le scénario de l'horreur :

– L'explosion de l'euro impliquerait la dévaluation des monnaies des pays de l'Europe du Sud, et leur défaut de paiement vis-à-vis de leur dette libellée en euros. Cela signifierait que les banques et les États de l'Europe du Nord se retrouveraient avec des créances qui ne vaudraient plus rien : la crise des dettes publiques prendrait alors un tour dramatique, avec une vague de faillites bancaires et un effondrement économique ;

– Les pays de l'Europe du Sud regagneraient en compétitivité (grâce à la dévaluation de leur monnaie), mais avant de renouer avec les profits à moyen terme, les faillites d'entreprises endettées en euros se multiplieraient tandis que la flambée du prix des importations renchérirait les coûts de production.

L'option (1) correspond aux intérêts objectifs des bourgeoisies les plus puissantes de l'UE, et c'est d'ailleurs cette voie qui est suivie aujourd'hui. Merkel et Hollande sont en première ligne pour imposer aux prolétaires grecs la baisse des salaires et les coupes dans les dépenses publiques, afin que la Grèce continue à rembourser sa dette, c'est-à-dire les banques et les États allemands et français. C'est aussi l'intérêt des bourgeoisies de l'Europe du Sud qui comptent sur la baisse des salaires pour augmenter leurs taux de profit. Le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination, et la gouvernance en Europe) matérialise cet intérêt commun des bourgeoisies à réduire le niveau de vie des prolétaires, en particulier ceux de l'Europe du Sud, en renforçant le pouvoir des institutions européennes sur les décisions des États parfois trop faibles face à un prolétariat remuant.

L'option (2) est défendue par les intellectuels sociaux-démocrates et les principales forces antilibérales. Il faudrait réformer l'UE et construire une Europe solidaire avec un mécanisme de transferts budgétaires allant des territoires les plus riches vers les plus pauvres. Il s'agirait donc de mettre en place un État européen homogénéisant les conditions de vie des populations, avec des critères de convergence sociaux. Cette vision apparaît aujourd'hui utopique puisqu'elle ne correspond pas à l'intérêt des bourgeoisies les plus puissantes de l'UE, dont le premier choix ne peut pas être de mettre la main à la poche. Dans le cadre de la monnaie unique, avec la liberté de circulation totale des capitaux et marchandises, et en l'absence d'un budget européen conséquent, la seule va-

riable d'ajustement est l'abaissement drastique du niveau de vie des populations des pays les moins compétitifs. Si les résistances des travailleurs et travailleuses se développent et limitent l'abaissement possible des salaires, les bourgeoisies allemande et française pourraient aller plus loin qu'aujourd'hui dans le sens d'un fédéralisme budgétaire, combinant l'option (1) et l'option (2). Ces deux options ne s'opposent pas, elles se complètent, même si les bourgeoisies les plus puissantes de l'UE ont intérêt à maximiser l'austérité et à minimiser les mécanismes de transferts vers l'Europe du Sud.

Nous n'avons rien à attendre des options (1) et (2) qui sont des choix politiques possibles de la bourgeoisie pour maintenir l'euro. La monnaie unique est conjointement une arme de la bourgeoisie dans la guerre qu'elle mène contre le prolétariat d'Europe et un instrument pour servir les intérêts des bourgeoisies les plus puissantes au détriment des plus faibles. Le développement de la lutte de classe en Europe fragilise le cadre de l'euro et pourrait mener à son explosion : c'est pour cela qu'il est absurde de vouloir simultanément défendre les intérêts des travailleurs (et donc leurs luttes) et sauver l'euro. Conjuguer les deux, c'est se positionner abstraitement du côté des travailleurs et concrètement du côté des capitalistes, puisque le maintien de l'euro impose de contenir les luttes dans certaines limites (ce qui est précisément le rôle et l'utilité des bureaucraties syndicales pour les capitalistes) et de perfectionner les institutions de l'Europe capitaliste.

En tant qu'anticapitalistes, nous devons rejeter les options

(1) et (2) et donc assumer un projet de rupture avec l'Union européenne et sa monnaie. Bien sûr, l'explosion de l'euro, même si elle ne peut être que la conséquence d'une lutte de classe très importante des prolétaires d'Europe, ne constitue pas la chair de notre projet politique. Si le développement de la lutte des classes conduisait à l'effondrement de l'euro, une issue communiste révolutionnaire ne serait pas automatique. D'une part, si l'effondrement devenait imminent, la mise en place de régimes autoritaires pro-UE pourrait être une « solution » pour les bourgeoisies. D'autre part, si la montée des luttes ouvrières était couplée à une montée des tensions intra-européennes, les bourgeoisies nationales pourraient se tourner vers les fascistes pour reprendre le contrôle de la situation chaotique qu'ouvrirait l'effondrement de l'euro. Bref, si le scénario (3) n'implique pas nécessairement la victoire d'un processus révolutionnaire socialiste, le refus d'envisager ce scénario nous condamne soit à diluer notre projet politique pour le rendre UE-compatible, soit à défendre abstraitement un projet révolutionnaire, soit plus sûrement à combiner un radicalisme abstrait et un opportunisme concret. Ce refus d'articuler concrètement notre projet politique avec la rupture avec l'UE nous discrédite et laisse

l'extrême droite incarner seule l'option (3), c'est-à-dire l'option de « rupture » avec le système en place. Bien évidemment, nous devons critiquer l'impasse d'une sortie de l'euro dans un cadre capitaliste et tout particulièrement la démagogie d'extrême droite qui tente de s'appuyer sur le discrédit de l'UE dans la classe ouvrière pour distiller son poison raciste et son nationalisme réactionnaire. La racine de la crise réside dans les contradictions de l'accumulation du capital, et une simple sortie de l'euro (sans remise en cause de la propriété privée des grands moyens de production) entraînerait faillites, licenciements et baisse du niveau de vie des masses.

Mais exiger, comme le fait la majorité du NPA, un processus constituant au niveau de l'UE pour rompre avec les institutions de l'UE et aller vers une Europe socialiste est absurde. Un tel processus ne ferait que légitimer et renforcer les institutions bourgeoises (réformées ou non) de l'UE. La médiation vers une Europe (et un monde) socialiste n'est pas la « démocratisation » de l'Europe, mais la mise en place de gouvernements des travailleurs issus des mobilisations, rompant avec l'UE et se coordonnant entre eux.

Dans chaque pas, il faut poser la question du pouvoir de façon concrète. Si les luttes en Europe

sont combinées, le mouvement ouvrier n'est pas organisé au niveau européen, mais au niveau national. Elles ne pourraient pas déboucher directement sur la mise en place d'un gouvernement des travailleurs à l'échelle de l'Europe. Le ou les premiers gouvernements des travailleurs ne pourront que rompre avec les institutions nationales et européennes (et donc avec l'euro) pour exproprier le grand capital et s'engager dans la voie d'une révolution qui s'étende en Europe et avance dans la perspective d'une unification socialiste du continent (à l'opposé de la conception bourgeoise de l'Europe comme une construction technocratique par en haut). Il ne s'agit ni de sortir de l'euro puis de sortir du capitalisme, ni de sortir du capitalisme puis de sortir de l'euro. Ce serait un processus conjoint, une sortie anticapitaliste de l'euro allant de pair avec des mesures de rupture avec les institutions bourgeoises nationales, l'expropriation des grands groupes capitalistes, la création d'un monopole bancaire entre les mains des travailleurs, la suppression des marchés financiers, la mise en place d'une monnaie socialiste (unité de compte) inconvertible sur les marchés, la remise à plat de la division du travail et le contrôle des travailleurs sur l'organisation du travail...

Gaston Lefranc

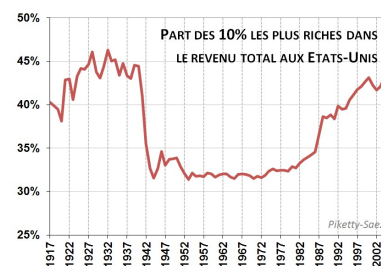
Crise capitaliste : le grand bond en arrière

Le système capitaliste plonge toujours plus de personnes dans la misère, même dans les pays capitalistes « développés ». C'est la crise la plus grande depuis 1929, entend-on souvent. Jusqu'où est-on en train de reculer dans le passé? Un coup d'œil à quelques chiffres donne le vertige... et la rage!

Inégalités sociales...

On le sait, on en parle de temps en temps, sans vraiment réaliser à quel point, mais l'écart entre les riches et les pauvres augmente. Concrètement, si l'on regarde la part de revenu qui revient aux 10% les plus riches, on est revenu au ni-

veau des années 1930 et avant.



... et dynasties capitalistes

Si l'on croit son discours, la classe dirigeante doit sa richesse uniquement à son mérite, à son travail... En réalité c'est du pipeau, avec son capital qui se transmet, ses facilités d'accès à la culture et aux formations des élites, voire ses pistons... Mais il y a des nuances selon l'époque. Même si l'ascenseur social est un mythe, c'est vrai que certains arrivent plus ou moins à prendre l'escalier. Une des particularités de l'époque actuelle, c'est que l'importance de l'héritage pour se faire une richesse augmente jusqu'à revenir au... du début du XXe siècle ! Retour à la *Belle Époque*... de la bourgeoisie !



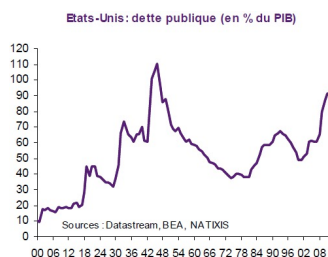
Chômage de masse

Autre facette du marasme chronique du capitalisme : les fluctuations du chômage de masse. En France, il n'y a jamais eu autant de chômage, même en pourcentage de la population. Aux États-Unis,

on a fait pire dans les années 1930, avec des pointes à 20% ! La différence, c'est en grande partie parce que la France d'alors était encore très rurale (le chômage est monté jusqu'à 15% parmi les ouvriers, mais il y avait encore beaucoup de paysans). En tout cas, la preuve est faite que le chômage dépend en réalité peu de nous, de notre « motivation », « employabilité », etc...

Financiarisation, le retour !

Pour beaucoup, la montagne de la dette publique est le fléau du moment, au point de rendre difficile une analyse qui irait plus loin. Si on prend du recul, la dette est liée au ralentissement de la croissance capitaliste (et reporte les crises à plus tard) : elle a été énorme dans les années 1930, s'est envolée avec la Seconde guerre mondiale, puis s'est dégonflée avec les « 30 glorieuses ». Avec la stagnation depuis 30 ans, elle s'envole, et depuis la crise, elle explose.



Le dada des politiciens de

gauche qui cherchent des demi-mesures, c'est de dénoncer le « capitalisme financier ». Et là encore, c'est souvent présenté comme quelque chose de tout nouveau. En réalité, même sans les *sub-primes*, les financiers dominaient déjà l'économie au début du XXe siècle. Lors de la crise de 1929, les boursicoteurs étaient particulièrement montrés du doigt... Ce système conduit de lui-même à concentrer le pouvoir dans les mains de ceux qui sont juste propriétaires du capital, indépendamment de telle ou telle usine. C'est le dynamisme de la reconstruction de l'après-guerre qui a été une longue parenthèse dans le capitalisme moderne. Et c'est la fin de ce dynamisme qui a fait revenir en force les financiers et poussé à la dérégulation. Critiquer la financiarisation sans être anticapitaliste, c'est se plaindre de l'odeur sans vouloir se débarrasser du cadavre !

Ce que tout cela montre, c'est que c'est la nature même de ce système d'être instable. Le retour à la crise des années 30, c'est aussi le retour à tous les risques qui vont avec : racisme, fascisme, guerres... L'avenir est toujours plus réduit à la formule déjà vieille : « socialisme ou barbarie ».

J. (comité Jeunes travailleurs
– région parisienne)

Le contre-rapport d'Attac et de la fondation Copernic sur la compétitivité : inconsistance de l'antilibéralisme

Les organisations antilibérales Attac et Copernic (A&C) ont publié début novembre un contre-rapport intitulé « Pour en finir avec la compétitivité »¹. Répondre aux argumentaires patronaux est une nécessité. Mais nous ne par-

tageons pas l'analyse et les prescriptions de la médecine antilibérale qui fait miroiter la possibilité d'une autre politique sans rupture avec le capitalisme. Ce contre-rapport illustre la nécessité, pour nous anticapitalistes, de dévelop-

per nos propres analyses (sur la base du marxisme) pour appuyer notre projet politique.

1. Disponible sur http://www.france.attac.org/sites/default/files/en_finir_avec_la_competitivite.pdf

La compétitivité a-t-elle quelque chose à voir avec le « coût du travail » ?

Selon A&C, l'existence d'un « déficit de compétitivité dû à un coût du travail trop élevé » serait une « rengaine » (p.3), une idée reçue à combattre.

La compétitivité peut se définir comme la capacité des entreprises d'un pays à gagner des parts de marché. Une bonne compétitivité peut être obtenue grâce à des prix bas (« compétitivité prix ») ou d'autres facteurs, comme la bonne qualité des produits (« compétitivité hors prix ») relativement à ceux des concurrents. Plusieurs facteurs jouent sur la « compétitivité prix » dont :

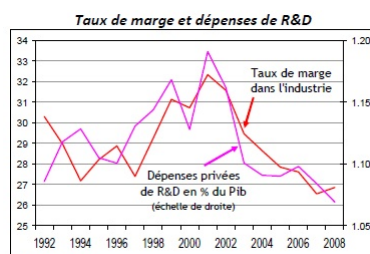
- les coûts des moyens de production
- les coûts salariaux unitaires (évolution du coût du travail corrigée de celle de la productivité)
- le taux de change (quand la monnaie du pays se déprécie, les prix des marchandises des entreprises du pays baissent quand ils sont exprimés en monnaie étrangère)

Pour A&C, les choses sont simples : « *les coûts salariaux ne sont pas la cause des pertes de parts de marché* » (p.9), de même d'ailleurs que les autres facteurs de la « compétitivité prix » (hormis le taux de change pour les échanges extra-européens). « *Les problèmes de l'industrie française tiennent essentiellement à sa compétitivité hors-prix* » (p.8). La principale raison de la faiblesse de l'industrie française tiendrait à un effort d'innovation insuffisant mesuré par une trop faible part des dépenses de « recherche et développement » par rapport au PIB (2,1% en France contre 2,8% en Allemagne en 2009).

En admettant qu'ils aient raison, il reste à expliquer le pourquoi de la faiblesse de l'effort d'innovation. Pour les antilibéraux,

cela ne tiendrait pas à la faiblesse du taux de marge (relativement aux concurrents), mais à la hausse des revenus du capital. Autrement dit, les capitalistes français auraient la particularité de se goinfrer au détriment de la compétitivité de leurs entreprises. Ils privilégieraient la jouissance à court terme quitte à se tirer une balle dans le pied à moyen terme.

Or, un graphique présent dans leur contribution (Figure A) montre au contraire une corrélation très forte entre taux de marge et dépenses de recherche et développement. Autrement dit, plus les entreprises font de profit, plus elles investissent dans la recherche, et donc plus elles améliorent leur « compétitivité hors prix ».



Contrairement à ce que racontent les antilibéraux, plus les capitalistes abaissent le « coût du travail » (nos salaires), plus ils font de profit, et plus ils sont en mesure d'améliorer leur « compétitivité hors prix » (en investissant dans la recherche) et plus ils ont les moyens de baisser leurs prix, et donc d'améliorer leur « compétitivité prix ».

Le coût du travail français a-t-il augmenté ?

Selon A&C, il n'y a pas de dérive du coût du travail en France. Pour preuve : « *le coût unitaire français baisse en moyenne de 0,5% par an [dans l'industrie] de 1996 à 2008 et le coût unitaire allemand baisse de 0,7% par an* » (p.14). Néanmoins, ce « constat » ne prend pas en compte deux fac-

teurs importants :

- le niveau de gamme de la production industrielle française (qui renvoie à la qualité, à la sophistication, à la différenciation des produits) est inférieur à celui de l'Allemagne. Corrigé du niveau de gamme, la hausse du coût salarial unitaire en France par rapport à l'Allemagne est de 62% entre 1998 et 2012 (contre 20% effectivement observé)¹
- les coûts salariaux dans les services ont un impact important sur la compétitivité de l'industrie. En effet, l'industrie consomme beaucoup de services (locaux), et les coûts salariaux dans les services sont nettement plus faibles en Allemagne qu'en France. Globalement, la « compétitivité coût » (qui tient compte du niveau des salaires mais aussi du coût des moyens de production) s'est dégradé en France de 40% par rapport à l'Allemagne².

A&C minorent donc de façon importante la dégradation de la compétitivité de l'économie française liée au « coût du travail ».

L'investissement est-il faible parce que les revenus du capital seraient élevés ?

Pour A&C, « *la conclusion s'impose donc de relier la baisse de la compétitivité de l'économie française, particulièrement de son industrie, au choix du capitalisme néolibéral de donner la priorité quasi exclusive à la rémunération des actionnaires sur toute autre considération* » (p.17.). A&C indiquent ainsi que « *les revenus nets distribués [dividendes] représentant aujourd'hui 9% de la valeur ajoutée des sociétés non financières, niveau historique record depuis la Seconde Guerre mondiale* ». (p.4). C'est vrai, mais c'est une vision tronquée : le profit brut des entreprises (excédent brut d'exploitation dans le jargon de la comptabilité nationale) se répartit

1. <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=66900>

2. <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=66245>

en trois grandes composantes : l'investissement, les revenus de la propriété, et les impôts (cf Figure B). Les dividendes ne sont qu'une portion des revenus de la propriété. Et s'ils ont augmenté continûment depuis 40 ans, ce n'est pas le cas pour les revenus de la propriété dans leur globalité, en raison de la baisse des intérêts versés dans les années 1990.

Sur longue période, les parts respectives de l'investissement et des revenus du capital dans le profit total sont relativement stables. Pour une raison simple : les lois du système imposent aux capitalistes d'investir pour rester compétitifs par rapport à leurs concurrents. La faiblesse de l'investissement et de la croissance s'explique fondamentalement par la faiblesse du taux de profit, et non par un changement de comportement des capitalistes qui seraient devenus plus cupides que précédemment.

Peut-on sortir de la crise par la hausse des salaires et des dépenses publiques ?

A&C reprennent l'analyse keynésienne traditionnelle : « *La contraction de la demande interne dans tous les pays, produite par la réduction des coûts salariaux et les coupes dans les dépenses publiques, pèse sur le commerce extérieur de tous. Où exporter lorsque tous les pays réduisent leur demande ? La baisse de la demande interne ne peut qu'entraîner une réduction des exportations et aboutir à une récession généralisée* » (p.4). La solution coule alors de source : « *on pourrait relancer à court terme la croissance en renonçant aux illusions de la compétitivité et en stimulant de façon coordonnée la consommation privée et l'investissement public en Europe* » (p.25), même si les auteurs nous mettent en garde contre les risques écologiques d'une quête effrénée de croissance.

Autrement dit, l'État pourrait augmenter la « demande » et donc le niveau de la production en augmentant ses dépenses et

en redistribuant les richesses. Par exemple, A&C nous expliquent que l'État pourrait créer 300 000 emplois publics avec 10 milliards d'€ au lieu de baisser les impôts des entreprises (p.5). Avec un tel raisonnement comptable, l'État pourrait éradiquer le chômage en prenant 100 milliards sur les profits pour créer 3 millions d'emplois publics. Sauf que ce raisonnement fait « simplement » abstraction du fait que le moteur de l'accumulation (et donc de la croissance) est le taux de profit. Toutes ces mesures de « relance » feraient baisser le taux de profit, et donc aggraverait la crise.

Le fossé entre l'antilibéralisme et l'anticapitalisme

Le projet politique européen des antilibéraux de A&C est celui d'une réforme de l'Union européenne dans le cadre du capitalisme : « *Il faut donc une autre Europe, une Europe de la solidarité, qui se rééquilibre non pas en enfonçant les peuples dans la spirale de l'austérité, mais en accroissant les salaires et les dépenses publiques dans les pays trop excédentaires, et en construisant un vrai budget et une vraie fiscalité européens* » (p.24). Il ne s'agit pas de remettre en cause la propriété privée des grands moyens de production, mais de construire un État européen capable de mener des politiques keynésiennes de relance. Pire, A&C ne s'opposent pas aux mesures visant à intégrer les organisations syndicales à la gestion du système. Ainsi la mesure visant à intégrer des représentants des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises est jugée « pas inutile » (p.5) bien qu'insuffisante.

A&C défendent un modèle abstrait et nébuleux : « *ce nouveau modèle de développement doit être fondé sur les principes de la coopération, de la rupture avec un consumérisme destructeur, de la réponse aux besoins sociaux, de la réduction des inégalités et de*

l'ouverture d'une transition écologique » (p.4). La « *transition vers une économie démocratique et écologique* » (p.27) fait abstraction des questions un tant soit peu concrètes : quid de la propriété privée des moyens de production ? Quid des classes sociales ? Quid de la nature de l'État ? Les bons sentiments masquent la vacuité du projet politique. On y apprend seulement que « *le profit ne sera plus un but en soi mais une simple contrainte d'équilibre économique, dans le cadre de marchés régulés démocratiquement et d'une planification participative* » (p.26). Autrement dit, les capitalistes feront toujours des profits, les biens seront toujours échangés sur des marchés, mais qu'on se rassure : tout cela sera « régulé » dans le cadre d'une économie « participative » où les citoyens seraient encouragés à ne pas céder aux excès consuméristes d'aujourd'hui.

Comme A&C, nous voulons « en finir avec la compétitivité ». Mais pour cela, il faut en finir avec le capitalisme, car la recherche de compétitivité est consubstantielle au capitalisme. En effet, dans le cadre du système, celui qui n'est pas compétitif – capitaliste ou travailleur – est pénalisé, voire éliminé. Contrairement à ce que certains camarades pensent, il n'y a pas de continuité entre l'antilibéralisme et l'anticapitalisme. L'antilibéralisme est un obstacle au développement de consciences anticapitalistes, dans le sens où il cherche à crédibiliser des solutions illusoires qui ne remettent pas en cause le noyau dur du capitalisme (le pouvoir des capitalistes sur les moyens de production et donc sur nos vies). Ce que nous devons démontrer est au contraire que la satisfaction des besoins sociaux, l'épanouissement des individus, la protection de notre environnement, nécessitent une révolution sociale où les travailleurs auto-organisés prennent la direction des opérations dans toutes les sphères de la vie sociale.

Gaston Lefranc

Présentation de la plateforme Z

Soyons enfin à la hauteur de nos tâches : pour un NPA révolutionnaire !

(Tribune dans TEAN du 20 décembre 2012)

Alors que la crise du capitalisme va entraîner des attaques terribles contre notre classe, il nous faut rompre avec une politique confusionniste qui est en grande partie responsable de la marginalisation de notre parti. Si nous nous réjouissons d'avoir contribué à un certain nombre de clarifications (sur la nature capitaliste antilibérale du Front de gauche, sur l'impasse des solutions keynésiennes à la crise), il faut en tirer toutes les conséquences politiques. C'est pourquoi nous proposons :

- **de construire un NPA ouvertement révolutionnaire**, articulant les revendications (comme l'interdiction des licenciements ou la sortie du nucléaire en 10 ans) à l'objectif assumé du gouvernement des travailleurs et de la société socialiste, afin de ne pas laisser croire qu'il serait possible de les réaliser globalement et durablement dans le cadre du système ;
- **de clarifier la question de « l'unité »** : celle-ci doit être recherchée pour combattre les attaques du patronat et du gouvernement, mais il faut cesser de soutenir des appels qui reprennent les analyses et le programme des réformistes. La formule ambiguë d'« opposition de gauche » confond volontairement les deux niveaux en laissant croire que nous aurions un programme politique commun avec le Front de gauche ;
- **de construire le parti sur les lieux de travail**, notamment dans les secteurs stratégiques du prolétariat, pour y mener un com-

bat politique et prendre des initiatives pour regrouper tous les militants lutte de classe face aux bureaucrates syndicaux ;

– **d'être plus concrètement internationalistes et anti-impérialistes**, en mobilisant contre toutes les manœuvres et interventions de l'État français (au Mali, en Libye ou en Syrie notamment).

Notre parti ne doit pas avoir peur de la démocratie. Il faut assurer le véritable pouvoir des militants et travailler à l'abolition de la division du travail et des hiérarchies existant au sein du parti, en renforçant la formation. Nous combattons les accords d'appareils, mais refusons toute mise en cause des droits des tendances et fractions, qui permettent le débat démocratique. Enfin, le CPN doit devenir la véritable direction du parti : le CE et les porte-parole doivent cesser de prendre des décisions et des positions sans contrôle réel de l'organisation.

Les divergences politiques et les débats existent au sein du parti et il faut en discuter sans tabou. Ce n'est ni en faisant des accords d'appareils au sommet, ni en limitant le droit des tendances et fractions qu'on va sortir de la crise. Il faut assurer l'expression de toutes les opinions et mener un vrai débat de fond. Pour que l'ensemble des camarades puissent s'appropriier les débats et discuter l'orientation du parti, il faut une véritable politique de formation. Enfin, le CPN doit devenir la véritable direction du parti : le CE et les porte-parole doivent cesser de prendre des décisions et des positions sans contrôle réel de l'organisation.

D. (93), L. (75), L. (75), M. (28), M. (75) et V. (68), membres

du CPN sortant

Ni « gouvernement anti-austérité », ni para-syndicalisme : pour un NPA révolutionnaire !

(Tribune dans TEAN du 10 janvier 2013)

Dans la tribune du 20 décembre 2012, nous avons présenté la plateforme Z. Revenons ici sur les autres.

Le Congrès a lieu dans un contexte de crise du parti. Celle-ci, certes aggravée par la scission de la GA, s'exprime surtout par la perte largement antérieure de 3/4 de nos effectifs. Il y a un enjeu évident à tirer un bilan à la lumière de l'expérience et des insuffisances du projet de départ pour redéfinir nos axes et nos tâches.

Or la majorité sortante (PX) déconnecte bilan et perspectives. Elle prétend n'avoir aucune responsabilité dans la crise : la GA serait cause de tous les maux ! Au lieu d'élaborer une stratégie révolutionnaire concrète, elle répète en boucle les principes fondateurs. Au lieu d'engager la construction du parti dans le prolétariat et la jeunesse, elle continue à raisonner en termes d'« espaces » politiques et propose une « opposition de gauche » avec le FdG, axée sur l'objectif d'un « gouvernement anti-austérité ». Cela n'a rien à voir avec un réel gouvernement des travailleurs qui romprait avec le capitalisme et les institutions : la PX lui donne comme cadre l'appel à ce que « les États » (sans préciser leur nature de classe) cessent d'être soumis à « l'oligarchie financière » et soient « en mesure de contrôler et de diriger l'activité économique » : on est loin du renversement révolutionnaire de l'État bourgeois !

Les camarades de la PY avancent des éléments de bilan, des propositions avec lesquelles nous sommes d'accord (délimitation par rapport au réformisme, priorité à la lutte de classes). C'est pourquoi nous leur avons proposé (hélas sans réponse) de discuter et défendre ensemble des axes communs. Mais la PY reste à mi-chemin. Elle fait appel aux « luttes », mais le programme qu'elle avance ne s'articule pas systématiquement à la nécessité de la prise du pouvoir. Selon elle, la

question du gouvernement des travailleurs ne se pose que dans certaines circonstances ou si l'on nous demande notre projet politique. De plus, la PY comme telle ne défend aucune position sur le sujet brûlant de la Grèce (ses membres ont des positions contradictoires) et elle néglige les questions anti-impérialistes.

La PW critique le fonctionnement du NPA à juste titre : nous partageons le projet d'un parti plus actif, plus démocratique et plus fraternel. Mais il ne peut y

avoir de redressement et d'enthousiasme sans changer l'orientation et défendre un programme clair ; or voter pour ce texte ne donne aucun mandat en ce sens.

Seule la PZ propose à la fois un programme de transition révolutionnaire, la priorité à la lutte des classes et un fonctionnement démocratique.

D. (93), L. (75), L. (75), M. (28), M. (75) et V. (68), membres du CPN sortant

Textes de la plateforme Z

Pourquoi la plateforme Z ?

La plateforme Z est composée de :

– *Trois formulations alternatives (« rédaction 2 ») dans le texte international/Europe*

– *Un texte global alternatif sur la France : « Mettre en échec le patronat et le gouvernement Hollande par la lutte de classe »*

– *Un texte alternatif sur le projet du NPA : « Six questions à trancher pour refonder le NPA ».*

Avant d'en arriver à la décision de présenter cette plateforme, nous avons participé à l'ensemble des discussions préparatoires au congrès, au CPN comme dans la commission d'écriture des textes. Nous avons écrit des contributions et proposé des amendements sur tous les thèmes soumis au débat (international, Europe, situation et orientation en France, « identité » du NPA, fonctionnement). Nous nous réjouissons d'avoir contribué à l'amélioration du texte sur la situation internationale, notamment pour rompre avec l'analyse keynésienne de la

crise et aller vers une explication marxiste. Certains de nos amendements ont également été intégrés sur d'autres aspects de la situation internationale comme sur l'Europe. C'est pourquoi nous ne présentons pas de texte alternatif sur ces deux questions, mais seulement trois amendements, dont deux communs avec des camarades de la PY et un avec un camarade de la PX.

En revanche, les camarades des autres positions n'ont tenu aucun compte de nos propositions d'amendements sur la France, ni de notre contribution sur le bilan et l'« identité » du NPA : ils/elles ont refusé toute discussion (allant jusqu'à « oublier » de publier nos amendements au texte sur la France dans le bulletin intérieur !). Certes, nos divergences avec la direction sortante (PX) étaient et sont très importantes, mais refuser la discussion politique n'est jamais la bonne méthode, surtout quand on prétend vouloir rassembler le parti !

Par ailleurs, les camarades de la PY (pour l'essentiel l'ex-P2) ont eux aussi refusé de discu-

ter avec nous, comme ils/elles le font depuis plus de trois ans alors que nous le leur proposons de façon systématique, car nous sommes partisan-e-s d'une grande tendance révolutionnaire pour avancer réellement vers un NPA révolutionnaire, au-delà des divergences de sensibilités. Pour ce congrès, c'est d'autant plus regrettable que, d'une part, nous avions trouvé un accord durant la dernière CN (avec un texte qui avait rassemblé 39% des voix), mais qui est resté malheureusement sans suite en termes de collaboration ; d'autre part, nous avons des convergences réelles (priorité à l'implantation dans la classe ouvrière et la jeunesse, refus de tout accord programmatique avec le Front de gauche, recherche de formulations permettant de poser la question du pouvoir, etc.).

Or il serait important de discuter sérieusement de nos divergences et d'essayer de les surmonter. C'est ainsi que la plateforme des camarades de la PY, dont le texte sur l'orientation en France consiste à amender celui de la direction sortante, conti-

nue de poser la question centrale du pouvoir des travailleurs comme une question déconnectée de l'orientation, dont ils/elles ne parlent pas dans l'intervention quotidienne. Pour notre part, nous pensons que le parti doit mettre en avant des mots d'ordre réellement transitoires, articulant les revendications (par exemple l'interdiction des licenciements) à l'objectif ouvertement assumé du gouvernement des travailleurs. Les camarades partagent certes la volonté de s'implanter dans la classe ouvrière, et le font dans la pratique, mais ils/elles sous-estiment l'importance du combat proprement politique dans les syndicats, alors que nous proposons d'y construire un courant lutte de classe antibureaucratique. Enfin, les camarades négligent dans leur plateforme des questions centrales, comme celle de l'anti-impérialisme ou de l'écologie, dont ils/elles ne disent presque rien.

Enfin, sur un plan plus général, nous constatons l'écart entre le texte des camarades de la PY

pour le congrès et leur pratique réelle, qui est souvent très parasyndicale et fait appel parfois à des méthodes administratives, notamment dans le secteur jeune qu'ils/elles dirigent. Au CPN, les camarades de la P2 ont toujours voté pour les résolutions de la majorité de direction, même lorsqu'elles revêtaient un caractère opportuniste ou entretenaient la confusion. Ils/elles ont d'ailleurs co-dirigé le parti entre la CN de 2011 (sur la base d'un texte de 20 lignes!) et celle de 2012. Depuis le congrès de 2011, ils/elles n'ont eu de cesse de s'opposer de façon quasi-systématique à nos amendements qui s'efforçaient pourtant d'être limités et constructifs, par exemple quand nous proposons de mettre en avant l'objectif de l'expropriation des grands groupes industriels ou celui du gouvernement des travailleurs! Enfin, par deux fois, la majorité des camarades de la P2 au CPN ont voté contre l'intégration de la P4 au CE. En un mot, même si nous continuerons à proposer systématiquement des

accords aux camarades de la PY pour avancer vers un NPA révolutionnaire et pour des collaborations entre courants de gauche du parti, nous restons circonspect-es sur leur mise en avant pour le congrès de positions bien plus radicales que celles qu'ils/elles ont défendues jusqu'à présent et dont ils ne tirent aucun bilan. De ce point de vue, c'est en votant pour notre plateforme que les camarades partisan-es d'un parti révolutionnaire pourront le plus peser en ce sens...

A. (47), C. (*Commission nationale écologie*, 55), C. (*Comité d'animation* 78), D. (*CPN sortant P4/Équipe d'animation* 93), É. (94), F. (*Secrétariat* 85), F. (36), G. (36), J. (93), J. (13), J. (75), L. (*CPN P4 sortant*, 75), L. (*CPN sortant P4*, 75), M. (*CPN sortant P4*, 28), M. (30), M. (*CPN sortant P4*, 75), P. (06), R. (*Secrétariat national jeune*, 75), S. (*Groupe de travail économique/Secrétariat* 75), V. (*CPN sortant P4*, bureau 68).

Formulations alternatives dans le texte International/Europe

Le rôle des anticapitalistes et des révolutionnaires – rédaction 2

[Vote au CPN : 26 pour la rédaction 1, 26 pour la rédaction 2, 3 abstentions, 1 NPPV]

Les anticapitalistes ont des responsabilités dans la situation créée par la crise. Mais le paradoxe de la situation est celui-ci : la crise du capitalisme ne profite pas automatiquement aux anticapitalistes. Il s'explique par une double crise : celle du système capitaliste se double d'une crise du mouvement ouvrier, qui ne nous épargne pas. C'est pour cela que d'un côté nos idées ont un écho, une sym-

pathie large... mais sont considérées très majoritairement comme peu crédibles. Le chemin pour imposer nos idées, nos propositions n'est pas tangible, la force pour les faire partager n'existe pas encore.

Nous devons donc articuler intervention dans les luttes, prises d'initiatives et question du pouvoir (transition, contrôle, gouvernement). La Grèce, les pays arabes, l'Espagne... montrent qu'il faut à la fois tenter d'unifier son camp social pour l'action, oser prendre l'initiative « contre » les directions réformistes quand elles ne veulent rien faire (des appels Facebook rassemblent des milliers de manifestants) et avancer la perspective,

à partir du mouvement réel, de la rupture avec le système...

La crise provoque des affrontements à une échelle plus large qu'auparavant et des questions stratégiques se posent au-delà des milieux militants classiques : auto-organisation et grève générale en France en 2010, double pouvoir et constituante en Tunisie, situation prérévolutionnaire et montée du fascisme en Grèce. Pour résoudre ces questions, la construction de partis anticapitalistes indépendants est plus que jamais une nécessité.

Syriza (Grèce) – rédaction 2

[Vote au CPN : 24 pour la rédaction 1, 26 pour la rédaction 2, 4 abstentions, 5 NPPV]

Pourtant, les mesures dictées par la Troïka s'appliquent jour après jour. Pour les plus larges masses, la question posée est donc de chasser au plus vite le gouvernement PASOK-ND actuel, et c'est SYRIZA que les travailleurs de ce pays chargent de réaliser leurs aspirations — avant tout d'en finir avec les politiques austéritaires. Ceci s'explique par ses prises de position contre le mémorandum, par son refus de participer à tout gouvernement pro-Troïka, etc.

Alors que Syriza réclame des élections anticipées pour amener au pouvoir un « gouvernement de salut social », un soutien des anticapitalistes à un quelconque gouvernement ne pourrait se concevoir que sur la base d'un programme permettant réellement

de rompre avec la politique de destruction des conditions de vie des travailleurs : annulation de la Dette, rupture avec les institutions impérialistes UE-BCE-FMI et de l'État grec, expropriation des principaux groupes industriels et bancaires sans indemnités ni rachat et sous contrôle des travailleurs.

Force est de constater que tel n'est pas le programme de SYRIZA à ce stade (il est ainsi question de renégociation de la dette), qui inscrit son action dans le cadre du capitalisme et de l'UE et refus de mobiliser les masses pour vaincre le gouvernement ND-PASOK, continuant de semer des illusions électoralistes. Il est donc crucial de ne pas soutenir un tel programme, de lui opposer celui que nous proposons et d'aider au renforcement des anticapitalistes d'Antarsya. Dans le même temps, nous soutenons tout ce qui permet le développement de formes d'auto-organisation extra-

parlementaires et de solidarités européennes sur les mêmes axes, pour rendre possible la chute du gouvernement et la contestation des politiques et institutions européennes.

Europe – rédaction 2

(Rédaction constitutive de la plateforme Z)

[Vote au CPN : 19 pour, 14 contre, 13 abstentions, 8 NPPV]

Face à la tentation du repli national, nous défendons la construction d'une Europe des travailleurs et des peuples, ce qui implique de mettre à bas l'échafaudage institutionnel et réglementaire de l'UE et de l'euro. Un gouvernement des travailleurs ne pourrait que rompre avec les institutions de l'Union Européenne. Il ne s'agit ni de sortir de l'euro puis de sortir du capitalisme, ni de sortir du capitalisme puis de sortir de l'euro. C'est forcément un processus conjoint.

Texte alternatif 1 : Sur la situation en France et l'orientation du parti Mettre en échec le patronat et le gouvernement Hollande par la lutte des classes

On peut prévoir que la crise et la politique du gouvernement au service du capitalisme vont provoquer des luttes plus nombreuses et plus radicales en France (comme cela a déjà commencé dans le Sud de l'Europe). Il est donc crucial que notre parti s'y prépare au mieux en définissant clairement ses priorités et son orientation. Le cœur de notre activité immédiate doit être de mobiliser les travailleurs/ses, les jeunes, les révolté-e-s contre les attaques du patronat et du gouvernement, avec l'objectif de les mettre en échec. En même temps, nous avançons de manière combinée et constante nos propres idées, un programme

de transition menant vers l'objectif du socialisme, donc du gouvernement des travailleurs.

I. Situation politique

1. La politique du gouvernement Hollande-Ayrault s'annonce pire que celle de Sarkozy

L'aggravation de la crise conduit à des dizaines de milliers de licenciements supplémentaires et à une continuité essentielle entre la politique de Hollande et celle de Sarkozy, à part la différence de style et quelques mesures progressistes partielles comme le droit au mariage et à

l'adoption pour les couples homosexuel/les ou quelques mesures pour les droits des femmes. **Les entreprises françaises ne sont pas assez compétitives pour les exigences actuelles du capital, car les acquis sociaux, bien ébréchés ces dernières années, subsistent grâce à la résistance des travailleurs/ses et de la jeunesse depuis 1995** (bien plus qu'au Royaume-Uni depuis Thatcher et qu'en Allemagne depuis Schröder). C'est pourquoi, tout en laissant les patrons licencier à tours de bras, la mission de Hollande-Ayrault se concentre sur deux points : **1) un « choc de compétitivité »** qui s'attaque

aux contrats de travail (remise en cause du CDI...) et à la Sécurité (basculement de cotisations patronales vers la CSG...); **2) l'aus-térité**, avec le non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois (hors Éducation nationale et police), la baisse des dépenses de fonctionnement, la stagnation du salaire des fonctionnaires... De ce point de vue, **ce n'est pas une continuité avec Sarkozy, mais une nette aggravation qui est en cours!** À cela s'ajoutent la chasse aux Roms, l'expulsion toujours aussi massive des personnes sans-papiers, la politique sécuritaire de Valls et la répression policière brutale (salon de l'auto 9 octobre, Notre-Dame-des-Landes, extradition d'Aurore Martin...). Quant à l'écologie, le gouvernement poursuit la même politique catastrophique que la droite en matière d'énergie, d'agriculture et de projets destructeurs de l'environnement.

2. La crise de la droite est stratégique et relance la dynamique lourde de dangers de l'extrême droite

Sarkozy a fait passer beaucoup de contre-réformes, mais ni autant, ni aussi vite qu'il l'aurait voulu. Car les travailleurs ont résisté avec de grands mouvements (automne 2007, printemps 2009 et surtout automne 2010) et de nombreuses luttes partielles. Sarkozy a d'abord réussi à associer les syndicats à l'élaboration de ses attaques, mais après la réforme des retraites les bureaucrates n'ont plus osé aller « négocier » avec lui aussi ouvertement qu'au début du quinquennat. La méthode autoritaire étant par ailleurs risquée, la droite s'est retrouvée en difficulté pour poursuivre les contre-réformes. C'est d'ailleurs cette limite stratégique du quinquennat de Sarkozy qui explique la violente crise de l'UMP : au-delà de la guerre des chefs, la tragico-médie révèle l'impossibilité pour la droite française de rester, en

temps de crise, à mi-chemin entre la méthode trop lente des contre-réformes progressives qui avait dominé l'ère Chirac et celle préconisée notamment par la « Droite forte ». Ce courant populiste arrivé en tête lors de la consultation interne de l'UMP, propose de « tout changer », c'est-à-dire une reconfiguration globale des rapports sociaux par l'écrasement des syndicats et du droit de grève et une lutte frontale contre les « assistés » et les Musulmans. Cela pourrait préparer un rapprochement de secteurs de l'UMP avec l'extrême droite dès les municipales de 2014 (l'un des fondateurs de la Droite forte, Guillaume Peltier, est d'ailleurs ancien dirigeant du FNJ) et la crise de l'UMP relance la dynamique militante du FN qui avait déjà bénéficié à fond des retombées du sarkozysme lors de la présidentielle. De ce point de vue, le danger de l'extrême droite est de plus en plus grave.

3. Collaboration des directions syndicales et soutien critique du Front de gauche au gouvernement

Pour le moment, toutefois, **l'alternance politique est du pain béni pour la bourgeoisie, qui compte sur le PS pour relancer le rouleau compresseur des contre-réformes.** En effet, les directions syndicales se sont plus que jamais engouffrées dans le « dialogue social » avec Hollande-Ayrault-Sapin et le patronat. Les meilleurs atouts du gouvernement, ce sont les Chérèque/Berger, Mailly et autres Thibault/Le Paon, qui participent à fond aux concertations sur les restructurations des entreprises pour « accompagner » les licenciements, voire les accords emploi-compétitivité, sur la « réforme en profondeur » du Code du travail, sur la réforme globale du financement de la Sécurité sociale, etc. Sur le plan des organisations politiques, **les dirigeant-e-**

s du Front de gauche jouent le même rôle que ses alter ego syndicaux. Certes, le PC et le PG ne participent pas au gouvernement et la majorité absolue du PS leur a permis d'éviter le débat sur leur entrée dans la majorité parlementaire. Mais ils participent à la gestion des régions et de nombreuses collectivités avec le PS et ils ne cessent de répéter qu'ils ne sont pas dans l'opposition à ce gouvernement, ce qui revient de fait à lui apporter un « soutien critique ». Ainsi, ils se démarquent sur le TSCG pour affirmer leur existence dans le paysage politique, mais votent pour le collectif budgétaire en juillet, pour les emplois d'avenir qui aggravent la précarisation des jeunes travailleurs/ses, etc. Et surtout, quels que soient leurs votes au Parlement (où le PS n'a pas besoin d'eux pour faire passer ses lois), PC et PG, comme les directions syndicales, refusent de mobiliser contre le gouvernement ou canalisent les luttes sur le terrain de la concertation et des institutions, faisant obstacle au développement des grèves et de la radicalité. Bref, ils refusent de se battre pour mettre en échec Hollande-Ayrault, mais ils n'hésitent pas à mettre en échec les luttes!

II. Orientation

1. Intervenir dans les luttes : implantation, auto-organisation, initiatives

Nous participons aux luttes avec comme premier objectif de les aider à gagner. Cela suppose de prendre des initiatives volontaristes et concrètes pour :

a) l'implantation dans les secteurs stratégiques du prolétariat, les lieux de travail, la jeunesse et les quartiers populaires, afin de gagner de la crédibilité en tant que militant-e-s politiques, de nous préparer au mieux aux luttes, d'y participer pleinement quand elles ont lieu; cela suppose de recenser nos implanta-

tions actuelles, de les renforcer et de les étendre, de coordonner les camarades par secteurs...

b) la pleine appropriation des luttes par celles et ceux qui les font, c'est-à-dire l'auto-organisation, les Assemblées générales démocratiques, les comités de grève, des délégué-e-s élu-e-s, mandaté-e-s, révocables. C'est la seule solution pour prendre les décisions les plus pertinentes par la mise en commun des intelligences comme pour éviter les trahisons par des bureaucrates. Cela permet aussi de dépasser les divisions, d'intégrer dans la lutte les travailleurs/ses de différents statuts (CDI, CDD, intérimaires, hommes et femmes, Français et immigrés...), les syndiqué-e-s et les non-syndiqués. Cela donne enfin la parole à celles et ceux qui en sont habituellement privé-e-s et le développement de la conscience de classe par la discussion politique et la pratique décidée en commun.

c) l'unité des organisations qui participent à la lutte sur la base de revendications précises, afin de permettre la mobilisation des masses à l'échelle la plus large pour que le nombre fasse force : c'est le front unique (frapper ensemble, marcher séparément). C'est aussi le meilleur moyen de souder des équipes militantes. Le front unique ne peut se faire que sur des revendications et des actions précises, qui ne sont pas définies *a priori* (elles peuvent aller du combat pour les salaires à l'exigence d'expropriation sans indemnités ni rachat sous contrôle des travailleurs d'une entreprise qui licencie...), mais dépendront de l'intensité des luttes, de la radicalisation de l'avant-garde, du rapport de forces en général, intégrant notre propre capacité à peser en ce sens.

d) l'activité pour étendre les luttes et œuvrer à leur convergence afin d'être plus forte-s et de faire le lien entre les revendications et les intérêts des travailleurs/ses des différents secteurs, avec l'objectif de la *grève*

générale comme meilleur moyen d'infliger une défaite majeure au patronat et au gouvernement.



e) la construction avec les militant-e-s combatif-ves d'un courant lutte de classe dans les syndicats. Par leur capacité des mobilisation, mais aussi par le nombre de leurs équipes et de leurs militant-e-s de terrain souvent remarquables, les syndicats jouent un rôle particulièrement important dans la configuration des rapports sociaux en France. C'est pourquoi nous devons y mener un combat particulier. Il est urgent de *coordonner l'activité syndicale de nos propres camarades*, par une activité de recension, de discussions spécifiques par secteur et de coordination (notamment pour les luttes, mais aussi pour les congrès, etc.). De plus, nous devons *prendre des initiatives concrètes (appels, contacts, rencontres...)* pour un *courant lutte des classes antibureaucratique*, qui ne regrouperait pas seulement les camarades du NPA, mais toutes celles et ceux qui veulent construire des syndicats pour lutter et coordonner, non pour « dialoguer » avec l'ennemi de classe.

f) la participation aux luttes démocratiques, écologistes, antiracistes, antifascistes, féministes, LGBTI, aux associations de quartiers populaires et aux organisations de solidarité internationaliste, etc., est indispensable pour mobiliser l'ensemble des secteurs exploités et opprimés de la société. Elle obéit aux

mêmes principes que l'intervention dans les luttes ouvrières et les syndicats : auto-organisation, front unique, regroupement de l'avant-garde...

2. Gagner à nos idées : indépendance de classe, programme transitoire, décantations avec les réformistes

Dans les luttes, dans les syndicats et dans les autres cadres d'action de masse, notre activité vise également à faire de la politique, c'est-à-dire de permettre à celles et ceux qui luttent d'aller le plus loin possible dans leurs revendications et leur conscience vers le combat proprement politique contre le gouvernement PS et la mise en cause du capitalisme lui-même. Nous essayons de convaincre de nous rejoindre les militant-e-s des organisations réformistes qui participent aux luttes, en les aidant à prendre conscience du rôle de leurs directions qui souvent trahissent les luttes ou leur font obstacle. Plus généralement, nous faisons tous nos efforts pour gagner l'avant-garde des luttes à notre programme, à notre parti. C'est pourquoi :

a) Nous menons une agitation permanente pour l'indépendance de classe, donc contre le gouvernement Hollande-Ayrault, nous faisons tout pour le discréditer, pour mettre fin aux dernières illusions qui peuvent exister, et nous appelons les travailleurs/ses et les organisations à le combattre frontalement.

b) Nous dénonçons ouvertement les dirigeant-e-s du Front de gauche et les directions syndicales (et toute autre organisation réformiste significative) quand ils soutiennent le gouvernement, collaborent avec lui, refusent de s'y opposer. Et, quand ils le critiquent sur telle ou telle question (TSCG, Notre-Dame-des-Landes, budget...), nous les interpellons

publiquement pour qu'ils rompent réellement avec lui, pour qu'ils appellent eux aussi à le combattre, pour l'unité des organisations du mouvement ouvrier contre le gouvernement. Pour autant, vu ce que sont aujourd'hui les directions syndicales et le Front de gauche, nous ne semons aucune illusion sur la possibilité de nous mettre d'accord avec les directions réformistes sur un programme de rupture global avec le capitalisme, au-delà de revendications et d'actions précises plus ou moins avancées. En particulier, nous ne ferons aucun accord national avec le FdG à l'occasion des prochaines élections (municipales, européennes, etc.) — et toute alliance avec des forces issues du réformisme qui se radicaliseraient réellement ne pourrait être décidée que par le CPN.

c) Nous avançons dans une logique transitoire qui, partant des revendications, mène à l'objectif d'en finir avec le système capitaliste, de construire le socialisme, donc à la nécessité de la prise de pouvoir par les travailleurs/ses. Par exemple, nous mettons en avant les mots d'ordre suivants :

- Égalité totale des Français et des immigrés, régularisation des sans-papiers, droit de vote des immigrés à toutes les élections, abrogation de toutes les lois anti-immigrés, liberté de circulation et d'installation sur tout le territoire ;
- Égalité totale des hommes et des femmes, combat contre le sexisme sous toutes ses formes et le patriarcat ;
- Égalité des droits sans condition de sexualité : au-delà des acquis de la loi PS, droit à l'adoption sans mariage, droit à la procréation médicalement assistée pour toutes ;
- Annulation de la dette publique et création des emplois nécessaires pour défendre et développer les services publics en les plaçant sous

contrôle des travailleur/ses et des usagers/ères ;

– Non aux suppressions d'emplois et aux fermetures d'entreprises ; occupation et relance de la production sous contrôle ouvrier de toute entreprise qui ferme ou licencie ; nous mettons aussi en avant le mot d'ordre d'interdiction des licenciements non en laissant croire que ce serait possible par une loi ou de façon générale dans le cadre du capitalisme, mais en l'articulant avec la nécessité d'en finir avec le système, d'un gouvernement des travailleurs ;

– Ouverture des livres de compte des entreprises, fin du secret commercial ;

– Expropriation sans indemnités ni rachat et sous contrôle des travailleur/ses des banques, des secteurs clés de l'économie (grands groupes de production, de distribution, de transports, d'énergie, ...), des entreprises qui licencient (PSA, Arcelor, Sanofi...) ;

– Réduction du temps de travail jusqu'à la disparition du chômage ;

– Augmentation des salaires et revenus et indexation sur les prix ;

– Sortie du nucléaire sur la base d'un plan anticapitaliste en 10 ans, décroissance planifiée de la consommation d'énergies fossiles, reconversion des industries polluantes ou nocives, généralisation de l'agriculture biologique et du recours aux énergies renouvelables disponibles partout et en abondance, perspective d'une relocalisation économique, démocratique et socialiste de la gestion de ces ressources.

Pour appliquer l'ensemble de ce programme, il faudra un gouvernement des travailleurs qui collectivise les grands moyens de production et planifie démocratiquement l'économie sur la base de l'auto-organisation ouvrière et populaire.

d) Nous faisons une propagande constante, en utilisant

notre presse, nos réunions publiques, nos passages dans les médias, nos réunions de formation qui doivent se multiplier. Nous proposons une analyse marxiste de la crise, en démontant les illusions keynésiennes semées par les réformistes, en expliquant qu'il n'y a pas de solution favorable aux travailleurs/ses si l'on reste dans le cadre du capitalisme. Nous expliquons que nous voulons en finir avec le capitalisme et ce qu'il engendre : la misère, l'exploitation, l'oppression, les guerres, le productivisme, le consumérisme, la destruction de la planète. Nous voulons aussi liquider les institutions de la Ve République, les préfetures, l'armée, la police (non seulement la BAC et les polices municipales) et le système judiciaire de la bourgeoisie, etc., auxquels nous opposons le pouvoir des travailleurs auto-organisés à tous les niveaux et dans tous les domaines. Nous dénonçons l'Union européenne et sa monnaie, l'euro, qui servent uniquement d'instruments contre les acquis des travailleurs/ses, tout particulièrement dans l'intérêt des bourgeoisies les plus puissantes d'Europe ; nous lui opposons la perspective d'une Europe socialiste, qui ne pourra se construire qu'à partir de gouvernements des travailleurs en rupture avec les institutions nationales et européennes. En un mot, nous assumons publiquement notre « identité » révolutionnaire, car nous sommes convaincu-e-s que des milliers de travailleur/ses, de jeunes et de révolté-e-s sont prêt-e-s aujourd'hui à s'y reconnaître et à nous rejoindre dans les idées comme dans les luttes !

PS : Sans défendre nécessairement les mêmes positions sur les fenêtres alternatives qu'elle contient, nous appelons à voter pour la motion féministe soumise aux AG et au congrès.

Texte alternatif 2 : Sur le projet du NPA

Six questions à trancher pour refonder le NPA

Il est à la fois urgent et possible que ce congrès sorte enfin le parti de la crise et lui redonne l'élan nécessaire pour intervenir dans les luttes, défendre nos idées et réattirer des milliers de travailleur/ses, de jeunes, de révolté-e-s. Cela suppose de trancher un certain nombre de questions importantes. Nous ne prétendons nullement qu'il soit possible de tout régler dès ce congrès, mais considérons que si nous ne changeons rien, alors le déclin du parti continuera et l'échec deviendra irréversible.

Sans prétendre faire ici un bilan global du NPA depuis sa fondation, il nous semble indispensable de partir d'un certain nombre de constats sur ce qui n'a pas marché pour pouvoir discuter de façon concrète de la nécessaire refondation du parti :

– Le premier constat est que les délimitations stratégiques dont s'était dotées le NPA lors de sa fondation se sont révélées insuffisantes dans la mesure où elles cachaient des projets politiques différents. Le départ d'une fraction du parti vers le Front de Gauche en est le symptôme le plus clair.

– Le deuxième est que le NPA n'a pas été en mesure de jouer un rôle significatif dans les échéances de la lutte de classes telles qu'elles se sont présentées. Lors de la plus importante, la bataille des retraites, nous nous sommes beaucoup dépensé-e-s, mais force est de constater que nous n'avons été capables ni de peser un minimum sur le cours de la lutte, ni de gagner au parti les travailleurs/ses et les jeunes les plus radicalisé-e-s.

– Enfin, le troisième constat, c'est que nous avons été plus généralement incapables d'entraîner vers nos idées, au-delà de la dynamique du processus constituant,

des jeunes générations qui pourtant sont souvent à la recherche d'une perspective politique et militante face à la crise du système capitaliste.



Selon nous, ces faiblesses importantes ont un rapport évident avec celles du projet initial et les choix d'orientation et de méthode faits depuis la fondation. On ne peut les expliquer seulement par des facteurs objectifs extérieurs comme la gravité de la crise ou la défaite des luttes (en fait souvent trahies par les directions syndicales amies du Front de gauche). D'autant plus que, malgré l'absence de victoire décisive, il existe une frange grandissante des travailleurs/ses qui se radicalise, que nous aurions pu gagner sur la base de ses expériences. C'est pourtant la seule grille d'analyse avancée par la direction sortante, qui a laissé délibérément les questions de fond dans le flou depuis le début, puis au congrès de 2011, aux CN de 2011 et de 2012... et qui nous propose maintenant d'éviter tout bilan pour continuer encore, comme si de rien n'était ! La GA a quant à elle tranché un certain nombre de ces questions dans le sens de l'opportunisme, voire de la capitulation à l'égard du réformisme. Nous proposons de les trancher au contraire dans un sens révolutionnaire pour remettre le parti sur de bons rails. C'est le sens de notre plateforme et nous sommes convaincu-e-s que le début de la reconstruction passe par de vraies discussions auxquelles

participent toutes et tous les camarades, toutes les tendances et sensibilités, avec sur les différents points des majorités et des minorités claires permettant d'agir ensemble dans les luttes.

1) Construire un NPA ouvertement révolutionnaire

Être anticapitaliste, est-ce forcément être révolutionnaire ? La question doit être clarifiée. La formule négative d'« anticapitalisme » est source de nombreuses ambiguïtés. Les réformistes la reprennent parfois, notamment depuis la fondation du NPA, en lui donnant alors le sens d'être hostiles au capitalisme, de vouloir taxer les capitalistes, voire de rêver de s'en débarrasser un jour, mais après de nombreuses victoires électorales et une longue phase d'intervention dans les institutions — avec bien sûr aussi des mobilisations pour pousser... Par ailleurs, l'argumentation par laquelle la GA a justifié son choix de rejoindre le FdG a montré qu'il y avait dans notre propre parti une immense confusion sur le périmètre de l'« anticapitalisme », intégrant pour certains l'« anti-libéralisme », etc. Or il n'y a aucune compatibilité entre notre projet révolutionnaire et celui du FdG qui nous rebat les oreilles avec ses illusions keynésiennes, ses prétendues solutions institutionnelles, son républicanisme bourgeois, son chauvinisme, son soutien à la « puissance de la France ».

Selon nous, **seul le programme révolutionnaire est réellement anticapitaliste**. Il s'agit d'en finir avec le système capitaliste et cela passera nécessairement par une révolution. Celle-ci est un processus, une transformation révolutionnaire de la société, de la production et de la division

du travail, de tous les rapports sociaux, mais elle passe par des mesures transitoires : l'annulation de la dette, l'expropriation des capitalistes, la planification démocratique de l'économie en fonction des besoins, le contrôle des flux commerciaux, la suppression des marchés financiers, le monopole socialisé du crédit, la création d'une monnaie inconvertible, l'extension internationaliste... Tout ceci implique la prise du pouvoir par les travailleurs/ses à tous les niveaux de la société et par conséquent la destruction de l'Etat bourgeois qui ne pourra ni être réformé, ni même servir de point d'appui pour développer les mobilisations dans un sens révolutionnaire. Toute l'histoire de notre classe au XXe siècle est là pour en témoigner. Assumer le NPA comme un parti révolutionnaire, c'est revendiquer ces mesures et ces objectifs et les opposer clairement à ceux des réformistes (quelle que soit la forme de l'expression) pour en convaincre les travailleurs/ses et les jeunes.

C'est aussi **revendiquer le projet d'une société** débarrassée de la misère et de l'exploitation, de l'oppression et de l'aliénation, de la souffrance et de l'absurdité, du productivisme et de l'empoisonnement généralisé de l'air, de l'eau, de la nourriture... À cela nous opposons la volonté et la possibilité d'une société radicalement différente, une société égalitaire et émancipatrice, permettant le « bien vivre » et l'épanouissement de tou-te-s. Nous revendiquons haut et fort ce projet historique : l'Internationale ne se chante pas à mi-voix. Car les travailleur/ses ont besoin, pour se battre de façon radicale ici et maintenant, d'être animé-e-s par la conviction que ce système monstrueux peut être abattu et remplacé par un autre. Il ne s'agit pas d'utopies : les révolutions du passé, la libération de la parole et de l'action par la démocratie ouvrière dans le cadre des luttes auto-organisées, celle des usines autogérées, etc., sont autant d'ex-

périences réelles qui préfigurent ce qu'il est possible de faire pour transformer la réalité.

2) Pour un parti de la classe ouvrière : donner la priorité à la lutte des classes, implanter le parti dans les secteurs stratégiques

Vouloir construire le parti en priorité dans la « classe ouvrière », est-ce être « ouvrieriste » ? Est-ce considérer comme secondaires les questions démocratiques, anti-racistes, féministes, écologistes ? Si nous pensons que le NPA doit s'implanter en priorité dans les secteurs stratégiques (grandes usines, transports, énergie, communications, banques...), c'est **par réalisme : les travailleurs/ses de ces secteurs ont le plus de pouvoir pour bloquer la production, frapper les patrons au portefeuille et, demain, impulser la réorganisation de l'économie**. Il faut donc se donner, *comme parti*, des priorités d'implantation et d'intervention (même de l'extérieur). D'autant plus qu'il existe des secteurs radicalisés au sein de notre classe — ceux qui ont mené des luttes dures contre les fermetures en 2009, ceux qui ont tenté, sans réussir malheureusement, d'aller au-delà des journées saute-mouton imposées par les directions et de construire la grève générale en 2010 ou encore ceux qui ont mené les bagarres de ces derniers mois en dépit de toutes les entraves imposées par les bureaucraties syndicales : c'est par la fusion avec ces secteurs que nous réussirons à construire le NPA comme un parti ancré dans la classe ouvrière et ne dépendant pas des succès médiatiques et des oscillations politiques du Front de gauche. Cela ne signifie en aucun cas qu'il ne faille pas organiser et mobiliser aussi les travailleurs/ses des petites entreprises, de la santé, de l'éducation, etc. : il est décisif également de s'implanter là où l'on travaille et les comités de branche gagneraient

de ce point de vue à être généralisés dans la mesure du possible. De façon générale, il faut se construire dans la classe ouvrière car nous ne voulons pas simplement être le parti des luttes et des mouvements sociaux, mais nous pensons que les travailleurs sont la seule force capable d'articuler les revendications sociales et démocratiques, d'entraîner avec eux l'ensemble des opprimé-e-s et des exploité-e-s dans l'affrontement contre la bourgeoisie.

S'implanter en priorité dans le prolétariat ne signifie pas qu'on ne doive parler que des questions de l'emploi et des salaires, moins encore qu'on doive tomber dans le parasyndicalisme ! Au contraire, **le parti a comme tâche de discuter avec les prolétaires de propositions sur l'ensemble des questions qui se posent dans la société et qui montrent l'exploitation, l'oppression, la nécessité de la renverser...** C'est tout particulièrement le cas du racisme, du sexisme et de l'homophobie, qui sont à la fois intolérables en eux-mêmes et sources de division de la classe ouvrière ; de ce point de vue, la dénonciation de l'extrême droite et, dès que nécessaire, l'auto-défense contre ses attaques, dans l'unité des organisations du mouvement ouvrier, doivent être des préoccupations constantes. Il en va de même des ravages écologiques, qui abîment immédiatement la santé des travailleurs, préparent des désastres sociaux et humains considérables, mais sont aussi de formidables vecteurs de mobilisation ; il est très important que dans son expression régulière, notre parti s'attelle à faire le lien entre luttes sociales et écologiques, en réfléchissant à des mots d'ordre permettant de les articuler (à ce titre, nos propositions de réorientation de l'outil industriel du nucléaire vers le renouvelable peuvent servir d'exemple).

3) Articuler les revendications à l'objectif central du gouvernement des travailleurs et du renversement du système

Le « gouvernement des travailleurs », est-ce une marotte de gauchistes ? Les discussions à ce sujet montrent que, pour certains camarades, il s'agit d'un objectif lointain et qu'on pourrait en attendant se battre pour un bon gouvernement de gauche ou un gouvernement anti-austérité, comme celui que défend Syriza en Grèce. Cette pente est dangereuse et a pu conduire dans un passé récent à soutenir le gouvernement de Lula au Brésil ou de Prodi en Italie. Pour nous, le gouvernement des travailleurs pourra certes avoir des formes diverses (gouvernement issu d'un comité central de la grève générale, gouvernement élu par les « communes », des « conseils » ou des « AG » fédérés au niveau national, gouvernement d'organisations du mouvement ouvrier s'appuyant sur les luttes et prenant les premières mesures révolutionnaires d'expropriation des capitalistes et de construction d'une démocratie ouvrière, etc.) ; mais dans notre propagande actuelle il s'agit de montrer, par cette formulation, que les travailleurs/ses ne peuvent compter que sur leurs propres forces, sur leur auto-organisation et leurs organisations s'ils/elles les contrôlent, se battre pour le pouvoir politique et rompre avec les institutions bourgeoises. **Nous proposons d'articuler systématiquement le programme des revendications actuelles de la classe ouvrière et des mesures transitoires que nous proposons avec cet objectif afin de ne pas laisser croire qu'il serait possible de les réaliser globalement et durablement dans le cadre du système et de l'État bourgeois.**

De ce point de vue, **il faut en finir avec l'ambiguïté du mot d'ordre « interdiction des licenciements »**. Le NPA

a fortement contribué à le populariser. Mais, alors que les travailleur/ses nous interrogent, nous n'avons jamais tranché la question de savoir comment expliquer la façon d'y parvenir. Notre mot d'ordre manque dès lors de crédibilité politique. Or O. Besancenot tranche le problème en répétant sans cesse dans les médias (sans mandat en ce sens !) qu'il faudrait une « loi » pour « interdire les licenciements », et en demandant à Hollande de la faire (tandis que les député-e-s FdG proposent une loi pour « interdire les licenciements boursiers »)... Pourtant, **jamais un gouvernement bourgeois n'interdira les licenciements en général !** En disant cela, on ne fait donc que semer la confusion. Il faut se battre concrètement contre les plans de licenciements (zéro licenciement, non aux fermetures, nationalisation ou socialisation sans indemnités et sous contrôle des travailleurs des groupes qui licencient, etc.) et **avancer l'interdiction des licenciements comme la mesure que prendrait un gouvernement des travailleurs**, seul à même de rompre avec le capitalisme en collectivisant les entreprises (et en permettant la reconversion de celles qui polluent, sont dangereuses ou produisent des choses inutiles ou nocives).

4) Clarifier la question de l'« unité »

Une des discussions qui ont le plus agité le parti a été celle de l'alliance ou non avec le FdG et plus généralement des rapports avec lui. Cette discussion a concerné à la fois les échéances électorales et les mobilisations. Pour la GA, il fallait s'allier avec le FdG dans les élections. Pour d'autres, il ne le fallait pas, mais il s'agirait de constituer un « front politique » avec lui, un « front avec le front ». La formule d'« opposition de gauche » au gouvernement Hollande, qui relève d'une logique parlementaire, est ambiguë car elle

laisse ouverte ces possibilités. Il est donc important de clarifier une bonne fois, afin que le parti ne soit pas de nouveau paralysé et/ou divisé aux prochaines élections, mais surtout dans les luttes immédiates. **L'unité de notre classe doit être systématiquement recherchée** à la fois pour combattre les divisions entretenues par le capitalisme (concurrence, hiérarchies, sexisme, racisme...) et pour être efficaces dans les luttes. **Mais cela ne justifie en aucun cas qu'on renonce à l'indépendance politique**, c'est-à-dire à défendre publiquement ses propres idées. Le principe nous semble assez clairement énoncé dans la formule fameuse du « front unique ouvrier » : « *marcher séparément, frapper ensemble* ». Cela signifie à notre avis qu'on ne fait **pas d'accords programmatiques avec les réformistes**. Autrement dit, on ne se lie pas à eux sur des engagements et des expressions communes qui impliquent une acceptation même partielle de leurs positions réformistes. Il n'y a aucune raison de signer des appels réformistes : l'unité de la classe ne se réalise pas sur des appels ; en revanche, ceux-ci peuvent entretenir la confusion politique ! Par exemple, on aurait très bien pu appeler à manifester contre le TSCG en même temps que le FdG sans signer avec lui un texte qui appelle à une « consultation citoyenne » (c'est-à-dire un référendum), au sauvetage de l'euro et à la démocratisation de l'UE capitaliste. **Pour réaliser l'unité, il faut tout simplement agir ensemble pour des revendications communes claires, sur des mots d'ordre précis**, par des grèves, des manifestations, y compris dans certains cas des collectifs unitaires, à condition qu'ils ne soient pas des coquilles vides d'appareils, mais servent réellement à mobiliser les travailleurs/ses. Par ailleurs, nous pouvons nous allier sur des questions programmatiques partielles à des forces qui se réclament de

la révolution comme LO, AL, la CNT, etc., avec qui les discussions de fond méritent d'être menées malgré nos divergences bien plus qu'avec les appareils du FdG !

5) Être plus concrètement internationalistes et anti-impérialistes

En général, le parti affiche son soutien aux luttes dans le monde, mais nous prenons rarement des **initiatives de solidarité pratiques**. Le sentiment d'avoir peu de prise sur les événements d'autres pays est compréhensible, mais l'intérêt de mobiliser les travailleurs/ses et la jeunesse sur ces questions, même à une échelle limitée, est important si nous voulons forger des militant-e-s internationalistes capables de résister à la pression chauvine, d'aider les travailleurs/es à dépasser les divisions racistes, etc. Il est aussi crucial d'approfondir les relations, mais aussi les discussions politiques avec les organisations d'autres pays, en Europe et au-delà, avec l'objectif d'une organisation anticapitaliste révolutionnaire internationale.

En particulier, **militant dans un pays impérialiste, nous devons être au premier rang de la dénonciation de « notre » propre État, la France**, qui continue à contrôler de véritables possessions coloniales, notamment aux Antilles, en Kanaky ou à La Réunion, qui intervient militairement ou entretient des bases permanentes à l'étranger, notamment en Afrique et soutient des dictatures partout dans le monde, ainsi que l'État sioniste contre les Palestiniens. C'est la raison pour laquelle nous devons mener une campagne contre le projet d'intervention militaire de la France au Nord-Mali, sous couvert de la CEDEAO. Cette politique néo-coloniale, on la voit également à l'œuvre dans les pays du Maghreb et du Machrek : la France reste la principale tutelle de la Tunisie,

elle a joué un rôle décisif dans le bombardement de la Libye et la canalisation du soulèvement vers le CNT (Conseil national de Transition), instrument de la recolonisation impérialiste, et elle reste le fer de lance d'une intervention discrète mais efficace en Syrie auprès du CNS et des groupes qui s'en réclament, agents de l'impérialisme au sein du soulèvement populaire contre Assad. **Notre soutien complet à ce soulèvement et nos efforts pour mobiliser les travailleurs/ses et le mouvement ouvrier ne doivent pas justifier un quelconque renoncement à notre combat anti-impérialiste ou sa négligence.** Le gouvernement français et les autres gouvernements bourgeois n'apportent et n'apporteront aucun soutien aux processus révolutionnaires comme tels et leurs interventions hypocrites ne servent qu'à prendre le contrôle des soulèvements pour mieux les contrôler, voire les briser quand c'est nécessaire pour leurs intérêts.



Enfin, **tout recul ou toute avancée de l'impérialisme en général et du « nôtre » en particulier modifie en dernière instance les rapports de forces internes au niveau hexagonal.** C'est la raison pour laquelle nous ne serons jamais dans le camp de « la république » et que, en cas d'intervention militaire impérialiste dans un pays dominé, nous sommes pour sa défaite. Nous nous situons résolument aux côtés des

peuples et des forces qui entament et remettent en cause la mainmise de l'impérialisme français, sans pour autant renoncer à notre programme et notre orientation.

6) Pour un NPA efficace et démocratique

La question du fonctionnement, qui se joue non seulement dans les textes mais surtout dans la pratique, est inséparable de notre projet politique. À l'inverse, la volonté affichée d'une partie de la direction d'entretenir le flou sur des questions de stratégie, de programme et d'orientation, en étouffant les discussions de fond, explique en grande partie que les manœuvres d'appareils se soient substituées aux débats politiques pourtant indispensables et que des dérives anti-démocratiques se soient manifestées dès le début (la volonté acharnée d'exclure par une motion les militants de la P4, jusqu'à son rejet démocratique par les militant-e-s lors du congrès de 2011, en étant un exemple caricatural). La solution n'est ni de remettre en cause l'importance des tendances dans la vie du parti, ni de prendre des mesures administratives contre leur expression publique, comme le proposent certain-e-s camarades : cela ne pourrait conduire qu'à de nouvelles régressions démocratiques. La solution, c'est au contraire de renouer avec les discussions de fond, de permettre aux idées et aux discussions de se déployer pleinement, de les confronter à la réalité, tout en assurant l'efficacité du parti pour l'intervention dans les luttes, l'implantation dans la classe ouvrière, à commencer par les secteurs stratégiques, dans la jeunesse et les quartiers populaires. C'est pourquoi nous défendons des principes de fonctionnement en cohérence avec notre projet de parti anticapitaliste et révolutionnaire :

– *Un parti de militants pour l'intervention dans la lutte*

de classes. Le fonctionnement de notre parti doit être à la fois conforme à nos principes (démocratie, combat contre les oppressions, effort pour former des militant-e-s révolutionnaires, etc.) et efficace pour nos choix stratégiques et d'orientation. Ainsi, notre but d'organiser le renversement révolutionnaire de ce système à partir des luttes des travailleurs et de la jeunesse nous impose la tâche de construire un parti de militant-e-s déterminé-e-s et organisé-e-s au service de l'intervention dans la lutte de classes. En lien avec cet objectif, là où cela est possible, les comités par lieu de travail et d'étude ou par branche doivent être privilégiés.

– **Toute la place à l'initiative des comités, renforcement du lien avec la direction.** Les comités sont l'instance première de l'élaboration et de l'intervention du parti et leurs initiatives doivent être encouragées et appuyées. Pour cela, il faut garder le principe d'une autonomie relative des comités. En même temps, il faut renforcer la coordination du parti et le lien entre les comités et le CPN, dans les deux sens : faire en sorte que les plateformes s'efforcent de permettre au mieux la représentation d'un maximum de départements au CPN ; préparation et compte-rendu du CPN dans les comités ou en AG (ce qui suppose notamment d'en recevoir les textes suffisamment à l'avance) ; remontée au CPN de bilans, propositions, motions des comités ; mise en place de directions intermédiaires dans les grandes villes et les départements pour impulser et coordonner l'activité locale du parti, articulant les orientations nationales et les diversités territoriales.

– **Le rôle de la direction et son contrôle sur le CE et les porte-paroles.** Le CPN ne doit pas être une sorte de chambre d'enregistrement des décisions po-

litiques prises ailleurs, mais la direction légitime du parti, chargée de définir une orientation nationale cohérente, d'impulser et de coordonner notre activité. Le CE doit cesser de « régner » sans contrôle réel du CPN et avoir un mandat clair de celui-ci. De même, les porte-paroles doivent cesser de soutenir publiquement des positions qui n'ont pas été adoptées par le parti et rendre compte devant chaque CPN. Il en va de même pour les différentes commissions nationales.

– **Liberté de tendances.** Le fait que les différentes sensibilités qui existent dans le parti puissent avoir une expression et faire des propositions à l'ensemble de l'organisation correspond à un principe démocratique élémentaire, d'autant plus indispensable lorsque nous construisons un parti avec des militants d'origines et traditions diverses. Si les batailles d'appareil et les accords au sommet ont trop souvent pourri la vie du CPN et du parti, ce n'est pas à cause du droit de tendance et de fraction, mais en raison de la façon dont une bonne partie de la direction conçoit la politique et des méthodes que cela entraîne. Remettre en question ou même limiter cet acquis démocratique représenterait une mesure administrative et dépolitisante pour empêcher les débats. Des divergences existent sur le programme, l'orientation, la stratégie : discutons-en sans tabou et sans stigmatisation en cherchant des synthèses réelles et non pas des compromis sur des formules ambiguës. C'est la seule solution pour que les tendances jouent leur rôle et ne soient pas des appareils figés qui cherchent à s'auto-conserver au-delà de la politique. Pour assurer la représentation démocratique des sensibilités, le CPN, le CE, les commissions nationales et toutes les instances élues sont composés

à la proportionnelle intégrale des plateformes. Cela n'empêche nullement de prendre des décisions, de les mettre en œuvre collectivement et d'avancer ensemble. N'oublions jamais que nous sommes des camarades, réuni-e-s dans le même parti parce que nous voulons en finir avec cette société.

– **La formation au centre de l'intégration des nouveaux camarades et de la démocratie interne.** Il faut abolir la division du travail et les hiérarchies existant au sein de notre organisation où la plupart des militant-e-s se consacrent aux tâches « matérielles » alors que l'élaboration est une « affaire d'experts ». Pour que tou-te-s les camarades (notamment celles et ceux qui subissent le plus l'exploitation et l'oppression) se sentent en capacité de participer à l'élaboration de la politique et de l'orientation ou d'intervenir dans les différents débats, la formation est un élément clef. Tou-te-s les camarades sont compétent-e-s dans tel ou tel domaine et c'est par la mise en commun de leurs connaissances que se forge une expérience mutuelle de savoir et de savoir-faire. La direction doit à son tour impulser une politique de formation permettant à l'ensemble des militant-e-s de s'approprier le patrimoine politique de notre classe, l'histoire des révolutions et ses leçons politiques et stratégiques, les outils du marxisme, etc. Il s'agit d'une garantie fondamentale pour que chaque militant puisse participer sur un pied d'égalité aux débats qui traversent l'organisation. Dans une situation où la crise du capitalisme donne lieu à une sorte de « conscience anticapitaliste élémentaire » dans un certain nombre de secteurs, une politique offensive de propagande et de formation permettra de dynamiser la construction du NPA.

Critique des autres plateformes

I) Critique de la plateforme X

I.1 : La direction sortante refuse de faire son propre bilan, reste obnubilée par la GA et « oublie » les milliers de camarades qui ont quitté le NPA sur la pointe des pieds

Le premier point à l'ordre du jour du congrès est le bilan du NPA, mais la majorité de la direction sortante (PX) refuse de proposer le sien. La contribution de Galia fait mine de ne pas comprendre la question : « *Quel bilan, de qui ? Le bilan de l'ancienne équipe de direction qui a créé la GA ? Le bilan de ceux qui ont milité pour éviter autant que faire se pouvait la rupture alors que d'autres voulaient l'accélérer ? Le bilan de la A qui a mené la présidentielle ? Le bilan de la Fraction L'étincelle ? De la Claire ?* » Le bilan du parti ne se réduit certes pas à celui de la direction, mais il intègre tout de même en bonne place le programme qu'elle a défendu, les orientations et axes d'intervention qu'elle a proposés (ou non). Or les camarades de la PX sont bien au centre de la direction depuis le début :

– Ces camarades et la majorité de celles et ceux qui allaient constituer plus tard la GA formaient la majorité de la LCR et encore la P1 au congrès de 2011. Le bilan du NPA, c'est d'abord le bilan de cette majorité qui l'a créé avec des textes délibérément flous et l'a dirigé sans donner la priorité aux luttes jusqu'à la CN de 2011.

– La majorité a ensuite changé car les camarades qui ont constitué la GA ont refusé la campagne Poutou : la « P1A » a passé alors un accord au sommet avec la P2 sur la

base d'un texte sans contenu de 20 lignes pour les seules élections. La campagne indépendante de notre candidat ouvrier a permis d'éviter le pire, en nous mobilisant pour défendre quelques idées anticapitalistes à une échelle de masse ; mais elle n'a pas résolu la crise, ni relancé le parti. L'alliance P1A/P2 a explosé dès la CN de juillet.

Or, plutôt que de revenir sur ses choix à chaque étape, de mesurer leurs résultats, quitte à assumer un minimum d'autocritique, **la direction sortante pousse l'arrogance jusqu'à faire comme si elle n'avait aucune responsabilité !** « *Notre crise, écrit Galia, c'est fondamentalement la conséquence de l'abdication d'un groupe dirigeant* » (la GA). Comme c'est facile ! En réalité, **la crise du parti a commencé bien avant la rupture de la GA** : affrontement sur les régionales à l'automne 2009, incapacité d'intervenir de façon cohérente et centralisée à l'automne 2010 et surtout départ des milliers de camarades qui n'étaient pas à la LCR ou dans un autre groupe, qui avaient rejoint le processus NPA en y cherchant une voie de radicalisation et qui sont reparti-e-s non pour rejoindre le Front de gauche, mais par déception.

C'est à ces mêmes camarades « oublié-e-s » aujourd'hui par la direction qu'elle n'a su proposer hier ni programme cohérent, ni orientation claire, ni fonctionnement démocratique satisfaisant, ni vraies formations. Quand on est obnubilé par le FdG, les questions électorales et, en interne, les accords au sommet, on ne peut voir que midi à sa porte... et on laisse sur le seuil les prolétaires et jeunes radicalisé-e-s qui cherchent la voie

d'entrée révolutionnaire. Pour regagner ces camarades et des milliers d'autres en cette période de crise du capitalisme, il faut rompre avec cette logique, avancer vers la refondation révolutionnaire du NPA.

L., L. et M., CPN sortant, PZ/Tendance CLAIRE

I.2 : L'orientation de la PX préserve soigneusement les possibilités d'alliance avec les réformistes

Les formulations de la PX sont si sinieuses qu'il est difficile de les comprendre à première lecture. Il faut analyser de près les points 10-11 de son texte sur la France :

– L'« *opposition de gauche* » vise à « *poser la question de l'alternative politique nécessaire pour sortir de la crise, un gouvernement contre l'austérité* ». Mais **peut-on sortir de la crise en rompant avec l'austérité, sans sortir du capitalisme ?** C'est la solution « keynésienne » des réformistes. Et c'est ce que suggère la suite : « *la politique (des classes dominantes) a engagé l'Europe dans la récession* » : la récession serait due à une mauvaise gestion du capitalisme, non à une crise structurelle (suraccumulation) ! Dès lors, la « *réponse à la crise commence par le changement du rapport de force pour imposer une autre répartition des richesses* » ; en fait, cela ne ferait qu'aggraver la crise en diminuant le taux de profit : c'est justement pour cela (entre autres) qu'il faut sortir du capitalisme !

– Certes, la PX rappelle qu'il faut « *exproprier sans indemnité ni rachat les banques pour les socialiser dans un monopole public* » et « *socialiser les grands groupes indus-*

triels ». Cependant, tant qu'on refuse de dire qu'il s'agit de renverser le capitalisme et l'État, ces mots d'ordre restent des abstractions. Or la PX les articule avec l'idée que « *les États doivent être en mesure de contrôler et de diriger l'activité économique* », non soumis à « *l'oligarchie financière* ». Elle préconise notamment « *une fiscalité anticapitaliste qui donne aux États les moyens de financer leur politique* ». Il faudrait donc que notre parti fasse appel aux « États » sans précision sur leur nature de classe, sans la perspective de leur destruction en tant qu'institutions bourgeoises, comme s'ils pouvaient être mis « *au service de la société* » (la PX le dit au sujet du crédit). Là aussi, la frontière avec le réformisme devient bien floue.

— On nous dira peut-être que la PX manie avec subtilité l'art de la « transition »... Elle précise que cette « *politique ne pourra être mise en œuvre que par un gouvernement démocratique des travailleurs et de leurs organisations politiques et syndicales qui refuse l'austérité s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation des travailleurs et de la population et qui leur donne les moyens d'exercer leur contrôle sur toute la marche de la société* ». Mais son axe stratégique n'est pas d'amener les consciences au programme révolutionnaire en partant des revendications (la démarche transitoire comme « pont »). La PX soutient que « *la crise met cette question (du gouvernement anti-austérité) à l'ordre du jour* » et elle s'adresse immédiatement, à froid, par en haut, aux « *organisations du mouvement ouvrier qui ne participent pas au gouvernement* » — en fait avant tout au FdG, sans critiquer son programme et sans conditions pour les luttes.

Bref, la PX propose une « *alternative politique* » commune avec les réformistes, donc un programme compatible, axé sur l'interven-

tion keynésienne de l'État — avec bien sûr la mobilisation des masses en appui. Cette orientation conduirait le NPA sur le terrain du FdG. Il est crucial de la rejeter.

C. (Meuse, CNE) et L. (Paris, CPN sortant), PZ/Tendance CLAIRE.

II) Critique de la plateforme Y

II.1 : Sur la démarche transitoire : la plateforme Y au milieu du pont

Comme nous, la PY polémique contre l'« alternative politique » commune avec le FdG que propose la PX. Mais elle soutient aussi que, de façon générale, l'alternative politique ne serait pas une condition des victoires sociales. Nous ne partageons pas cette idée, socle de son « parasindicalisme ». **Pour avoir envie de se battre et se radicaliser, les travailleur/ses et jeunes n'ont pas besoin seulement de revendications, mais aussi d'espoir politique**, de l'idée qu'un autre monde est possible, que le socialisme n'est pas une utopie. La recrudescence des luttes et celle des idées révolutionnaires vont de pair. C'est pour cela, pas seulement pour des tâches d'implantation et d'organisation (nécessaires mais non suffisantes), qu'il faut un parti révolutionnaire, **donc avant tout un programme révolutionnaire**.

La PY pose par ailleurs l'objectif du pouvoir des travailleurs, d'une société socialiste, et revendique une démarche transitoire. Pour la première fois, la PY ne reprend pas la formule confuse du « programme d'urgence » hérité de la LCR. Jusqu'à présent, la P2 avait fait bloc avec la direction sur des résolutions qui refusaient de poser la question du pouvoir et des revendications transitoires, votant systématiquement contre les amendements P4 dont elle reprend désormais le contenu !

Mais la façon dont la PY formule la démarche transitoire reste

à notre avis inconséquente. Selon elle, avec le développement de la crise, « *la question d'un gouvernement des travailleurs comme mot d'ordre transitoire en partant des luttes pour aller vers le renversement du capitalisme peut acquérir dans ces circonstances une grande importance* ». **Cela revient à faire du gouvernement des travailleurs non l'objectif auquel se relie systématiquement les revendications transitoires, mais un mot d'ordre hypothétique dépendant des « circonstances »**. La PY ajoute même : « *À l'étape actuelle en France, cela vise à répondre à la question : "que feriez-vous à la place de Hollande?"* » Bref, il ne faut en parler que si vraiment on nous le demande ! Concrètement, au lieu d'expliquer que l'interdiction des licenciements, par exemple, ne pourra être décidée que par un gouvernement des travailleurs, la PY articule ce mot d'ordre au « *contrôle généralisé sur l'embauche et l'organisation du travail* ». Mais cela n'a rien à voir ! Un tel contrôle est compatible avec le capitalisme : le FdG lui-même réclame une forme de « contrôle » sur les licenciements (veto suspensif, interdiction administrative...).

Dans des « circonstances » pourtant bien pires que les nôtres, marquées par l'écrasement du prolétariat, en 1938, Trotsky a défini la démarche transitoire : « *Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* » C'est ce que défend la PZ, et nous proposons à la PY d'aller jusqu'au bout du pont...

L. (Paris, CPN sortant) et S.

II.2 : Au-delà des textes de congrès, questions à la plateforme Y

À lire leurs textes de congrès, on constate une radicalisation politique des camarades qui portent la PY (ex-P2 pour la plupart). La crise du NPA les conduit à souligner, au-delà des problèmes d'orientation et de direction, les failles du projet fondateur et à avancer des propositions pour un NPA révolutionnaire. D'où la colère de la PX qui, ayant échoué à « rassembler », avant même le congrès, sur son « Projet du NPA », tente maintenant d'empêcher les débats de fond en dramatisant, accusant mensongèrement la PY de préparer la rupture du parti... Nous qui portons depuis la fondation l'idée d'un NPA révolutionnaire et d'une grande tendance commune pour y parvenir, nous réjouissons de ces évolutions. Nous persistons plus que jamais à vouloir débattre avec la PY. D'où nos questions :

– La PY abandonne la formule dangereuse de l'« opposition de gauche » par laquelle la PX justifie sa proposition d'une « alternative politique » commune avec le FdG. Pourtant, encore au CPN de septembre, la majorité de la P2 a voté *contre* notre proposition d'enlever cette formule de la résolution... co-écrite par elle et la P1A. Au-delà des textes de congrès, s'agit-il d'un renoncement définitif aux compromis avec la PX concernant le FdG ?

– La PY ne reprend plus la formule confuse du « programme d'urgence », propose désormais l'objectif du pouvoir des travailleurs et une démarche transitoire. Au-delà de notre divergence sur celle-ci (objet d'un autre texte du BI), nous demandons : après le congrès, la PY va-t-elle se battre pour une démarche transitoire du NPA, articulée à l'objectif du gouvernement des travailleurs ? Va-t-

elle cesser de voter contre nos propositions en ce sens comme elle l'a fait à chaque CPN — ou en tout cas faire ses propres propositions... comme elle ne l'a jamais fait jusqu'à présent ?

– Si l'addition des voix PY/PZ est supérieure aux voix PX, la PY voudra-t-elle constituer une nouvelle majorité pour diriger le parti sur une ligne révolutionnaire ? Ou fera-t-elle un accord sans contenu avec la PX... pour une majorité centriste, comme à la CN de 2011 ?

– Plus généralement, la direction de la PY va-t-elle continuer à dresser contre nous un « cordon sanitaire » (ou plutôt sectaire!)... alors que l'évolution des positions permet plus que jamais des convergences ?

– La P2 avait joué un rôle décisif pour empêcher notre exclusion par la direction lors du congrès de 2011, prouvant son attachement au droit démocratique des tendances. Mais, là où elle dirige, il lui arrive de régler les divergences politiques par des mesures administratives. Lors du congrès parisien de 2011, elle a empêché, avec la P1A et la GA, que notre plateforme soit représentée à la proportionnelle (secrétariat et même délégué-e-s). Aujourd'hui, elle empêche que les camarades PZ de Paris-8 militent... au comité de Paris-8. Et un des principaux dirigeants PY propose l'amendement 14 aux statuts pour donner un « droit de veto » aux prétendues « instances supérieures »... contre les décisions des comités concernant l'adhésion de certain-e-s camarades. La PY assume-t-elle ces mesures antidémocratiques ?

Autant de questions dont nous voulons discuter et que nous poserons aux AG électives pour que, au-delà des textes, les camarades puissent se faire leur propre opinion.

L., L. et M., CPN sortant, PZ/Tendance CLAIRE

III) Critique de la plateforme W

La plateforme W ne propose pas, malgré ses objectifs affichés, de faire changer le NPA de cap

Le texte de la PW a le mérite de sortir enfin de l'alternative entre « parti efficace » et « parti à l'image de la société que nous voulons », c'est-à-dire de l'alternative « la fin ou les moyens ». En partant du contexte de délégitimation des organisations politiques et syndicales, il propose un fonctionnement du NPA plus inclusif. Plusieurs pistes : faire des efforts sur notre manière de nous exprimer, repenser l'organisation des débats, mieux prendre en compte les rapports de genre, d'âge et de classe au sein du NPA, mettre les comités au centre du processus. Et puis des choses qui font du bien à lire : le plaisir comme moteur du militantisme (au lieu du simple sens du devoir), la diversité comme une richesse, les débats perçus comme une source d'enrichissement, pas simplement de division.

Mais il manque une analyse plus profonde de cette crise des organisations du mouvement ouvrier. Leur bureaucratisation les a menées à s'adapter au système et à trahir les luttes, et c'est de ces trahisons que provient principalement la défiance qu'elles suscitent aujourd'hui. Il faut donc aussi des réponses en termes de programme politique : via l'intervention dans la lutte de classes mais aussi via la dénonciation et le combat contre les bureaucrates syndicaux, parfois une condition pour convaincre nos collègues de rejoindre les syndicats !

Sur le fond politique, le texte propose d'« articuler le programme d'urgence et le projet de société ». C'est une considération très importante, réponse saine au refus de la direction de mettre en avant un programme réellement différent de celui des réformistes, se contentant de mesures d'urgence un peu plus à gauche. Mais cette considération du texte n'est

pas matérialisée par la proposition d'un programme qui articule revendications immédiates et question du pouvoir.

Le texte W est cependant le seul avec le nôtre à mentionner l'importance de parler d'une autre société, de celle dont on rêve et pour laquelle on se bat, au-delà de la première étape du gouvernement des travailleurs.

Mais le principal problème de ce texte, c'est tout ce qui n'y est pas : il ne propose pas d'orienta-

tion pour le NPA, et laisse de ce fait les autres décider des priorités d'implantation, de la politique qu'on devra mener à l'égard des syndicats, du Front de Gauche, etc. Le texte reconnaît pourtant que l'un des torts du NPA est d'avoir « évité les questions épineuses ». Mais il met tout le monde dans le même panier sous couvert de s'en prendre aux « tendances », sans cerner les responsabilités des unes et des autres, notamment celles de la direction. De

plus, tout en disant qu'il y a une « crise d'orientation », il ne propose pas grand-chose de concret. D'ailleurs, la plateforme souligne qu'elle « ne cherche pas à conquérir le "pouvoir" dans le parti », ce qui revient en réalité à refuser de proposer une véritable alternative à la direction actuelle du NPA.

L. (13è, CPN, PZ/tendance CLAIRE) et M. (Sorbonne, CPN, PZ/tendance CLAIRE)

Pour un parti qui ose !

Petit retour en arrière : la campagne présidentielle de Philippe a été bonne et utile à de multiples titres (présentation d'un travailleur et non d'un politicien professionnel, soutien aux luttes, parler vrai, etc.).

Mais d'un autre côté, on a assisté à une certaine forme d'auto-censure :

Qu'est-ce qui vous différencie de Mélenchon ? Pas grand chose !

C'est quoi votre projet de société : on sait pas encore très bien !

Pourquoi ces cachotteries qui continuent encore aujourd'hui dans l'expression de nos porte parole ?

Au NPA, tout le monde sait que les directions syndicales et le front de gauche tentent de nous mener dans l'impasse et de canaliser le mouvement social vers l'épuisement ou vers des voies institutionnelles.

Mais c'est bien rare qu'on le dise publiquement.

Au NPA tout le monde sait que le front de gauche est nationaliste, militariste, franchouillard, pour le maintien de la bombe atomique, ambigu sur le nucléaire civil, qu'il propose des politiques keynésiennes vouées à l'échec, qu'il ne veut de la lutte que si elle se ter-

mine par la voie parlementaire, on en passe et des meilleures...

Et à part dans une tribune de Mediapart que personne ne lit, c'est absent de notre communication quotidienne, absent du discours de nos porte parole.

Pourquoi ? c'est du suicide !

A quoi sert le NPA dans ces conditions alors qu'il y a le front de gauche qui semble dire la même chose ?

Comment voulez vous qu'on rassemble dans les comités, qu'on recrute dans les luttes ?

Car c'est quand même ça qu'il faut faire si on veut convaincre de notre programme et progresser vers notre idéal révolutionnaire, non ?

On a besoin de délimitations stratégiques claires pour rassembler un maximum de gens de la base qui se radicalisent.

Énoncer clairement dans notre expression publique la primauté absolue des luttes sur les élections, énoncer clairement en quoi nous sommes différents du front de gauche, ce n'est pas faire de la dénonciation stérile, c'est nous définir en positif et rendre crédible nos propositions politiques.

Et parler de notre projet de société, le socialisme réel, du gouver-

nement des travailleurs, EN LES ARTICULANT avec nos revendications transitoires, ce n'est pas se couper des gens, au contraire c'est leur présenter la totalité de notre projet politique révolutionnaire et faire comprendre vers quoi nous proposons d'aller.

Bref c'est dire la vérité sur ce qu'on pense. C'est être clairs et audibles.

Et pas surfer sur ce qu'on estime être le degré de conscience des travailleurs.

Depuis toujours, la LCR Meuse, puis le NPA Meuse ont proposé :

- le refus de toute alliance ou fusion même technique avec les partis de droite ou du PS, ou d'EELV ;
- le refus de toute alliance autre que dans les luttes avec le PC, le front de gauche et ses déclinaisons ;
- dans les luttes, pas d'appels communs sur la base des positions réformistes mais notre expression propre, ça n'empêche pas l'unité d'action ;
- ne pas avoir peur, lorsque c'est possible, d'initier nous mêmes des luttes ou des soutiens, sans faire à tout prix un préalable du front unique (même si c'est bien de le rechercher) et en avançant prioritairement nos propres revendications.

Nous n'avons rien à y perdre. (nous y parvenons en Meuse dans le domaine de l'écologie) ;

- favoriser la convergence des luttes sociales et écologiques ;
- parler de notre projet de société.

On voudrait que notre parti existe vraiment.

On voudrait qu'il représente un espoir pour les révoltés qui recherchent un cadre de rassemblement et de lutte,

On voudrait qu'il fasse rêver d'une nouvelle société et en dessine

les contours.

Donc sans véhiculer d'illusions réformistes.

Pour exister vraiment, il faut qu'on arrête de penser avant tout à peser sur les autres et il faut que l'on arrête de faire de l'unité un dogme absolu.

Il faut oser être nous-mêmes, c'est à dire des révolutionnaires.

C'est la P4 malheureusement très minoritaire dans le parti, qui est la plus proche de nos idées.

C'est pour ça qu'on a décidé de

la renforcer en rejoignant la tendance Claire

Mais on espère bien qu'un jour, il n'y aura plus besoin de tendance Claire et que ce jour-là notre parti assumera, osera enfin occuper l'espace qui est le sien, celui qui propose la révolution et le socialisme aux gens et rassemble ceux qui sont prêts à l'entendre.

Et il y en a !

C. et G. (NPA Meuse, 55)

Un projet à reconstruire, un monde à gagner

La crise profonde du capitalisme jette les peuples dans la misère, elle attise les haines et les guerres. Elle détruit chaque jour plus notre écosystème. Comme sur le Titanic, la bourgeoisie boit du champagne au sommet alors que le bateau coule. Plus que jamais, nous avons besoin d'une alternative à ce système. Et pourtant, interrogés sur notre projet, nos porte-parole déclarent : *«on ne sait pas trop encore pour l'instant»*. Projet et stratégie illisibles : comment pourrait-on dès lors convaincre les travailleurs/ses de nous rejoindre ?

Notre parti reste timoré et n'ose pas parler du communisme, du gouvernement des travailleurs, d'expropriation. Le NPA se limite aujourd'hui à mettre en avant des «mesures d'urgence» et d'inciter les travailleurs à se battre, quitte à alimenter les illusions sur leur possible mise en place dans le cadre du système. La dynamique même des luttes mettrait ensuite à l'ordre du jour la question du socialisme. Mais cette attitude est stérile ! Ils ont justement besoin, pour se

battre jusqu'au bout, d'être animés par la conviction et l'espoir que ce système peut être remplacé.

Il est vrai que le stalinisme et ses différents avatars (Chine, Corée du Nord, Bloc de l'Est) ont décrédibilisé l'idée du communisme. La question du projet politique n'est donc pas si simple, elle demande une discussion collective, notamment sur le bilan du XXe siècle. Il ne s'agit pas de brandir comme un fétiche le mot «communisme», mais de le réactualiser : une société autoorganisée, planifiée collectivement, satisfaisant les besoins humains sans épuiser les ressources naturelles. Une société sans discriminations, qui permet l'égalité réelle et l'émancipation de touTEs ! Assumons notre héritage, celui de ceux et celles qui sont *«montéEs à l'assaut du ciel»* !

Malgré les difficultés, osons affronter l'idéologie dominante et refaire du communisme une perspective plausible. Mettre en avant des revendications radicales sans expliquer comment on pourrait les appliquer, sans les mettre en lien avec le gouvernement des tra-

vailleurs seul capable de les mettre en place et s'appuyant sur des luttes autoorganisées, ne peut que nous cantonner au discrédit. Cela favorise dès lors les réponses réformistes du FdG.

A contrario, montrons concrètement ce que pourrait être la société socialiste en nous appuyant sur l'existant (usines autogérées comme à Zanon, syndicats locaux des eaux, de l'énergie, gérés par des délégués de villages, de quartiers sans qu'un centime de profit ne soit réalisé), en imaginant d'autres formes de démocratie avec des déléguéEs mandatéEs et révocables.

Le NPA doit donc oser être un parti qui propose la révolution et le socialisme aux gens et rassemble ceux et celles qui sont prêtEs à l'entendre, s'appuyant sur tous les combats sociaux, féministes, anti-fas, écolos, LGBTQI... C'est pourquoi nous voterons Z au congrès.

J. (Comité Aix-Ville, 13), C. (NPA Meuse, 55), - PZ/Tendance CLAIRE

Pour un NPA écologiste, donc révolutionnaire !

La « question écologique » est devenue globale : des écosystèmes entiers sont touchés, même le climat de notre planète. Il peut y avoir des avancées grâce aux luttes, et des prises de conscience, mais elles se heurtent à un obstacle fondamental : le capitalisme, avec sa loi du profit et sa concurrence.

La loi du profit implique un risque permanent (les bateaux-poubelle qui causent régulièrement des marées noires...) voire des pollutions délibérées (les dégazages sauvages qui représentent autant sinon plus de pétrole à la mer!) C'est aussi la sous-traitance qui aggrave les risques en permettant de contourner les règles de sécurité (« sous-travailleurs » envoyés sans protection ni formation dans l'industrie chimique...). C'est encore une surconsommation d'énergie, avec toujours plus de camions et d'avions (flexibles pour le flux-tendu) et moins de trains et de péniches. La loi du profit, c'est enfin la publicité omniprésente, ses gaspillages (vitrines allumées toute la nuit, panneaux motorisés...) et l'ensemble des aliénations qu'elle entraîne.

Quant à la concurrence, elle engendre un cortège de gâchis, une production et des transports ab-

surdes, avec les mêmes marchandises qui font des chassés-croisés sur les routes, des incompatibilités et des fragilités qui rendent l'obsolescence structurelle... Illustration de cette absurdité : les capitalistes sont allés jusqu'à envoyer dans l'espace deux réseaux de satellites privés concurrents (Globalstar et Iridium) !

L'impossible capitalisme vert

Les patrons, prompts à recycler la moindre aspiration populaire à leur profit, s'adonnent volontiers au *greenwashing*, mais la fuite en avant continue ! Alors les politiciens se targuent de légiférer sur le sujet. Qu'ils soient hypocrites ou sincères comme certains Verts, c'est l'inefficacité qui domine. Les marchés du carbone ont été utilisés au profit des plus grosses entreprises, et n'ont rien changé aux émissions globales de gaz à effet de serre. Quant aux « éco-taxes », elles ne sont pas plus utiles et sont toujours payées au bout du compte par les consommateurs, donc surtout par les plus pauvres. Ces mesures qui restent dans le capitalisme, pour en faire un soi-disant « développement du-

rable », ne sont pas les nôtres !

Pour une démarche révolutionnaire !

Le NPA met en avant des revendications écologistes justes, comme la sortie du nucléaire avec des investissements massifs, pour la transition vers les renouvelables et pour des économies d'énergie (isolation des bâtiments, cogénération...) tout en tapant sur ce système incapable de les réaliser et en proposant l'expropriation du secteur énergétique. Mais pour renforcer la cohérence de notre démarche écolo socialiste, notre parti peut et doit proposer mieux : c'est l'ensemble des grandes entreprises qu'il faut exproprier sans indemnité ni rachat, pour remplacer la concurrence pour le profit par la planification démocratique et autogérée. Notre préoccupation doit donc être de l'expliquer et de rebondir sur chaque sujet d'actualité pour en montrer la nécessité. En clair, d'avoir ici comme ailleurs une démarche transitoire, révolutionnaire.

C. (55, CNE), G. (55), J. (Jeunes travailleurs RP), K. (Paris 11e) – PZ/Tendance Claire

Grèce : à l'opposé de celui de Syriza, le mouvement ouvrier a besoin d'un programme de rupture avec le capitalisme

En Grèce, la mise en œuvre de mesures monstrueuses contre les travailleurs par les deux principaux partis bourgeois a ouvert une grave crise politique qui propulse la coalition réformiste antilibérale Syriza aux portes du pouvoir. Une majorité de travailleurs/ses se tourne dorénavant vers Syriza pour en finir avec les politiques

d'austérité. Cette situation est au centre des débats des anticapitalistes partout dans le monde.

La direction du NPA (suivant la direction du Secrétariat unifié de la IVe Internationale) a jusqu'à présent soutenu le programme d'urgence de Syriza, qui s'inscrit totalement dans le cadre du

capitalisme : refus d'exproprier les grands groupes capitalistes, de rompre avec l'UE, d'annuler la totalité de la dette et même d'abroger l'ensemble des mémorandums.

Pour ce congrès, la rédaction 1 sur la Grèce (texte « Crise de l'Union européenne et de la zone euro ») fait le constat que le programme de Syriza n'est pas antica-

pitaliste : dont acte ! Pourtant, elle refuse d'en tirer la conclusion qui s'impose : nous ne pouvons soutenir ce programme, et encore moins un éventuel gouvernement Syriza sur cette base. En effet, faute de se donner les moyens de rompre avec le capitalisme, un tel gouvernement ne pourrait que se plier aux exigences du système, continuer à faire payer la crise au peuple.

Bien sûr, nous soutiendrions toute mesure progressiste que prendrait un gouvernement Syriza. Mais en prendrait-il ? Depuis les dernières élections, la direction de Syriza dérive de plus en plus à droite et cherche à rassurer la bourgeoisie internationale. Face au discrédit des vieux partis, un gouvernement Syriza pourrait être la dernière carte de la bourgeoisie avant une issue autoritaire (extrême droite).

Les anticapitalistes ont une responsabilité immense. L'actuelle opposition de gauche dans Syriza

part enfin au combat contre la dérive de la direction ; mais elle se contente de défendre le programme historique de Syriza, alors qu'il est urgent de mettre en avant une stratégie concrète de rupture avec le capitalisme. En revanche, **nos camarades d'Antarsya, notamment ceux de l'OKDE Spartakos, développent une orientation anticapitaliste indépendante**, combattant les bureaucraties réformistes et soutenant l'auto-organisation des travailleurs : c'est pourquoi nous les soutenons (rédaction 2).

L'issue pour les travailleurs/ses en Grèce, ce sera la grève générale et le pouvoir des travailleurs auto-organisées. Cela passe aussi par la **lutte immédiate pour l'unité du mouvement ouvrier, l'unité Syriza-KKE-Antarsya sur la base d'un véritable programme de rupture avec la Troïka, d'expropriation des grands groupes**

capitalistes, de planification de l'économie en fonction des besoins et de prise de contrôle des entreprises par les travailleurs/ses. C'est la seule base possible pour un gouvernement ouvrier.

La Grèce concentre, de façon concrète, les enjeux politiques de notre congrès : il est important que le congrès se prononce pour la rédaction 2 sur la Grèce, constitutive de la PZ et même majoritaire au CPN ! Alors que la majorité des camarades Y l'ont votée au CPN, réalisant un bloc PY/PZ contre la PX, la direction de la PY ne l'a pas intégrée dans sa plateforme. C'est pourtant un cas concret pour s'affronter au réformisme et formuler la question du pouvoir. Là aussi, la PY ne va pas jusqu'au bout : raison de plus pour voter PZ !

M. (Sorbonne, CPN), S. (Paris 14ème, Secrétariat 75, GTE), PZ/Tendance Claire

Porter une orientation politique révolutionnaire dans toute la jeunesse !

Le secteur jeune peine à s'implanter solidement. Dans les universités, c'est l'activité syndicale qui structure notre intervention. Celle-ci se réduit trop souvent au soutien des luttes qui existent ou à l'agitation pour en déclencher de nouvelles. Or, elle doit aussi être l'occasion de promouvoir haut et fort notre orientation politique. Cela signifie défendre ouvertement un programme révolutionnaire, en insistant toujours sur le lien entre les revendications immédiates et notre objectif nécessaire de renversement du capitalisme. C'est d'autant plus primordial que, pour la jeunesse étudiante, l'introduction aux idées marxistes constitue aussi une voie de politisation importante.

Reconstruire la combativité

dans les universités est nécessaire. Or, le syndicalisme étudiant est en net recul, en témoigne la crise à l'intérieur de la TUUD (tendance dans l'UNEF regroupant des camarades de la majorité du secteur jeune du NPA, mais aussi de la GA et du PG) qui a abouti à sa scission. Par ailleurs, le gouvernement PS, qui est au pouvoir, aggrave le problème d'être à l'UNEF. Aussi, la fondation d'un nouveau syndicat de lutte regroupant SUD étudiant et la FSE est encourageant, mais il aurait fallu le faire lors des moments clés du mouvement étudiant : en 2006 avec le CPE ou en 2007-2009 avec la lutte contre la loi sur l'autonomie des universités. Une fusion au-delà de ces deux seules organisations aurait été utile, et en particulier avec

les camarades qui sont à la TUUD. Mais dans le secteur jeune, la discussion a toujours été évitée. Elle reste pourtant indispensable si l'on veut reconstruire le syndicalisme étudiant !

Si la majorité du secteur jeune est étudiante, ce n'est pas le cas de la jeunesse en général. En effet, plus de 50% des 18-24 ans et plus de 90% des 25-29 ans sont de jeunes travailleurs/euses. Non seulement ils/elles connaissent les conditions de travail les plus précaires, mais aussi si l'on pense que le prolétariat est central pour faire la révolution socialiste, on ne peut pas négliger l'intervention dans la jeunesse salariée sous prétexte qu'elle est moins commode. Des recoupements forts existent entre les étudiants et les jeunes

travailleurs (étudiant-e-s salarié-e-s, chômeurs/euses en quête d'un premier emploi, stagiaires, jeunes en alternance ou en contrat de professionnalisation). Ces solidarités « naturelles », le secteur jeune doit les entretenir et les renforcer pour préparer la convergence des luttes !

Il est nécessaire que le secteur

jeune ait les moyens de son autonomie, ce qui n'est pas vraiment le cas (toujours pas de financement propre par exemple). Nous regrettons les dérives de la direction du secteur jeune (membres de la PY contrairement à la majorité de direction du parti), qui n'hésite pas à refuser l'adhésion

de camarades issu-e-s d'autres tendances dans certains comités (notamment des camarades PZ à Paris 8). Construire un parti révolutionnaire est indissociable d'un fonctionnement démocratique.

F. (Jeunes Travailleurs, SRP) et R. (Sorbonne, SNJ) - PZ/Tendance CLAIRE

POUR L'ORIENTATION DU NPA

Bilan du Secrétariat National Jeunes des 1er et 2 décembre 2012 : Des initiatives positives mais les désaccords perdurent

Au sein du secteur jeune, nous savons être à l'initiative de luttes locales – sur l'augmentation des frais d'inscription, les fermetures de filières qui sont des conséquences de la loi sur l'autonomie des universités (LRU) - soutenir les luttes nationales, celle contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (NDDL), pour l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples lesbiens et gays, ou concernant la répression du gouvernement PS (les exemples ne manquent pas : extradition d'Aurore Martin, NDDL, Saïdou de ZEP/Saïd Bouamama, répression dans les facs), ainsi que développer des interventions facs et en direction des jeunes travailleurs-euses. Pourtant, si être à l'initiative des mobilisations et lutter contre la répression est indispensable, définir une politique concrète en rupture avec le système capitaliste l'est tout autant. C'est pourquoi, ces initiatives doivent nous permettre de faire avancer les idées révolutionnaires (faire un travail contre l'idéologie dominante dans les facs en lien avec la marchandisation de l'enseignement), en combattant les illusions réformistes (relance keynésienne) et lier nos revendications à la perspective du gouvernement des travailleurs qui loin d'être une incantation abstraite, doit nous guider dans la lutte des classes.

Un bilan de la campagne contre les licenciements déclinée dans la jeunesse a été dressé. Quelques initiatives fructueuses, quoique sans suite, ont pu être menées localement (Reims, Toulouse). Bien que la mobilisation des travailleurs-euses frappé-e-s par les licenciements soit difficile et en recul, cela n'invalide pas la nécessité de se lier à leur combat. Si la convergence des luttes est un objectif que l'on doit se fixer alors les moyens pour y parvenir doivent être explicités et mis en œuvre, comme construire des cadres de front unique avec des organisations syndicales et/ou des collectifs de travailleurs-euses et précaires pour mobiliser au-delà des rangs militants. Par ailleurs, les directions syndicales participent au dialogue « social » orchestré par le gouvernement Hollande-Ayrault, en témoigne le rôle de la FSU dans l'élaboration de la prochaine loi cadre de l'enseignement supérieur.

Il ne faut pas minimiser la responsabilité des directions syndicales, qui ne sont pas passives mais collaborent activement avec le gouvernement. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut les dénoncer et combattre, à l'intérieur des syndicats, pour la rupture des négociations avec le gouvernement et l'engagement d'un véritable plan de combat contre le gouvernement.

Nous ne partageons pas non

plus l'idée que le SNJ doive se prononcer uniquement en solidarité aux luttes internationalistes, sans élaborer d'orientation. Au contraire, cette réunion aurait pu être le moment d'une discussion plus développée sur la nouvelle offensive d'Israël sur Gaza, en affirmant notre soutien aux revendications nationales palestiniennes, le droit au retour des réfugié-e-s, le démantèlement de l'État d'Israël et pour une république multiethnique, laïque et socialiste.

Durant l'AG non-mixte, ont été discutés un bilan de la manifestation du 25 novembre sur les violences faites aux femmes et les textes élaborés par la Commission nationale d'intervention féministe (CNIF) - une résolution féministe et une motion fonctionnement de la CNIF - pour le Congrès. Par ailleurs, un certain désenchantement a été exprimé par des camarades face à des cas de harcèlement sexuel rencontrés dans le cadre syndical. Construire des cadres qui politisent la question afin de permettre de libérer la parole sur ce problème, orienter individuellement les personnes concernées et se mettre en lien avec les collectifs féministes de facs qui peuvent exister, ou les commissions femmes internes aux syndicats doivent être autant de points d'appui.

Camarades jeunes de la TC

L'esclavage moderne ou le vrai visage de Dubaï

La première chose qu'on ressent lorsqu'on sort de l'avion à Dubaï, c'est la chaleur. Le thermomètre descend rarement en dessous des vingt degrés l'hiver pour fréquemment chatouiller les cinquante l'été. C'est que nous sommes ici sur une partie du désert du Rub al-Khali. Un désert, et c'est la deuxième chose la plus remarquable, recouvert par des constructions hors du commun. Mais tout est hors normes ici : on y trouve par exemple la plus haute tour du monde abritant l'ascenseur le plus rapide du monde et le plus grand centre commercial du monde abritant le plus grand aquarium du monde... Rien que cela suffit pour imaginer le reste... La richesse y est affichée partout, et elle est opulente : les hôtels sont des palaces, les voitures des carrosses, et les plages privées des cartes postales... Sauf que bien sûr, tout cela n'est pas tombé du ciel : il a fallu construire cette ville, et aujourd'hui encore il faut construire ces tours et ces hôtels, même quand la chaleur atteint 50 degrés...

Traite d'ouvriers

Plus de 2 millions de personnes habitent cette ville, mais on compte selon les sources entre 80 et 95% d'étrangers, principalement Indiens et Pakistanais, mais venant aussi de Chine, du Népal ou du Sri Lanka. Une petite minorité seulement est représentée par les Européens, principalement cadres, ingénieurs, architectes ou investisseurs à Dubaï. Mais la classe ouvrière de Dubaï est bien la plus grosse masse de la population. Et elle produit à elle seule toutes les richesses. Des agences de recrutement d'ouvriers, directement en lien avec les patrons, envoient

chercher de la main-d'œuvre dans les pays asiatiques. Une fois là-bas, ils font signer des contrats à des hommes qui recherchent du travail et de l'argent pour nourrir leur famille. On leur promet donc un salaire plus ou moins « correct » ainsi qu'une protection sociale et des jours de congé. L'employeur doit alors agir comme « sponsor » pour permettre aux nouveaux travailleurs étrangers d'obtenir un permis de travail et un titre de séjour. Une fois arrivé à Dubaï, l'employeur fait signer au travailleur un nouveau contrat qui abaisse sensiblement le salaire prévu, supprime la protection sociale et les jours de congés promis initialement. Enfin, il confisque le passeport. Ainsi le nouvel arrivant se voit dans l'impossibilité de retourner dans son pays d'origine. Il est retenu en otage par l'employeur.

Exploitation maximale



Al Qauz labour camp, photo Ross Domoney.

La majorité des ouvriers étrangers (au moins 700 000) arrivants sont envoyés dans des *labour camps* à la périphérie de la ville où ils sont entassés comme des bêtes à plus de huit par chambre de 15 à 20 mètres carrés, sans lits pour tout le monde. Dans ces camps, des gardes surveillent les entrées pour éviter les journalistes et autres curieux. La plupart ap-

partiennent aux entreprises propriétaires des chantiers où les ouvriers vont travailler. Le géant coréen *Samsung*, par exemple, a fait construire des dizaines de camps de travail à Dubaï.

Tous les jours, des milliers de bus conduisent les ouvriers sur les chantiers gigantesques du centre-ville. Le travail dure entre 12 et 15 heures par jour, en plein soleil. Une protection minimum de l'Émirat de Dubaï accorde l'arrêt de travail quand la température extérieure dépasse les 50 degrés. Sauf que cette loi est rarement respectée... Une autre loi donne aux ouvriers l'autorisation de s'arrêter entre 12h30 et 16h30, heures les plus chaudes de la journée, sous peine d'amende pour les employeurs. Mais ces derniers préfèrent payer l'amende pour finir au plus vite leur chantier (à Dubaï, en moyenne, la construction d'une tour est terminée en trois fois moins de temps qu'il en faudrait pour terminer la même en Europe).

Résultat : dans les hôpitaux de la ville, une quinzaine d'ouvriers par jour sont soignés pour cause d'insolation. Une quinzaine d'autres au moins pour accident grave. Il arrive fréquemment que des travailleurs soient victimes de chutes mortelles sur les chantiers. Un ouvrier d'un des camps rapporte : « *Ils peuvent laisser des cadavres pendant plus de 10 jours sur un chantier avant de le rapatrier. Finalement, c'est au cadavre de payer son retour chez sa famille...* »

Les salaires des ouvriers sont rarement au-dessus de 1000 dirhams (environ 200 euros) par mois, mais ils varient en fait énormément en fonction du pays d'origine et des camps de travail. Dans celui appartenant à ETA Ascon,

un groupe émirati, il faut par exemple soustraire 160 dirhams pour la nourriture, alors que dans d'autres la nourriture n'est pas payante. Dans tous les cas les ouvriers envoient la moitié de leur salaire à leur famille, tous les mois. L'exploitation dans le bâtiment a touché son paroxysme lors de la crise financière qui a frappé Dubaï à partir de 2008, puisque certaines entreprises ont pu ne pas payer de salaire à leurs ouvriers pendant plusieurs mois.

Dans ces conditions misérables, un nombre croissant d'ouvriers (notamment depuis le début de la crise) sont devenus des clandestins, restés à Dubaï sans permis de travail. La plupart y ont été contraints parce qu'ils n'ont pu récupérer leurs papiers auprès de leur employeur. Beaucoup vivent de petits boulots chez des particuliers et, vulnérables, se retrouvent encore plus exploités que dans les camps. Certains autres veulent fuir, mais ils sont sans-papiers et n'ont aucun moyen de retourner dans leur pays d'origine. D'autres choisissent finalement de se retirer du monde : à Dubaï, un ouvrier se suicide tous les 4 jours.

L'exploitation est aussi très forte dans d'autres corps de métiers. Ainsi les *taxis drivers* (qui sont des milliers pour transporter les touristes et les riches de part et d'autres de la ville, les transports en commun étant très rares) sont payés entre 1000 et 2000 dirhams par mois pour douze heures de travail par jour, sans jour de congé, ni vacances. L'un d'eux, un Pakistanais, nous informe qu'il retourne au Pakistan deux mois sur douze pour voir sa femme et ses enfants. Il travaille les 10 autres mois de l'année sans discontinuité, ainsi depuis 5 ans.

Une jeune Française rencontrée par hasard travaille à l'hôpital américain de Dubaï, elle est infirmière et s'est faite mutée pour suivre son mari à Dubaï. Elle nous raconte que la plupart des autres infirmières et infirmiers sont philippin-e-s et n'ont pas grande

connaissance du métier, envoyé-e-s là car ils/Elles avaient quelques bases en infirmerie. En tout cas, ils/elles n'ont pas réussi à récupérer leur passeport, contrairement à la Française... Elle raconte également qu'à l'hôpital ils manquent régulièrement de morphine pour les patients et que ces derniers doivent donc souffrir en silence : on leur répond que c'est une question de budget... Il paraît qu'à deux pas de l'hôpital, il y a un hôtel cinq étoiles, avec des robinets en or...



Manifestation à Dubaï en février 2011.

Outre les investisseurs des Émirats, de Corée, de Chine, des États-Unis présents à Dubaï, de nombreuses entreprises françaises y sont implantées. Dans la plupart des « *mall* » (centres commerciaux gigantesques), l'enseigne Carrefour est présente. On peut d'ailleurs apercevoir des groupes d'ouvriers étrangers d'entretien, de nettoyage et autres qui font leur pause déjeuner dehors, assis sur le bitume avec un sandwich de fortune entre les mains ou qui dorment à même le sol. On devine leurs conditions de travail. Des grands groupes comme Renault, Servier, Dassault, Thales ou Dior sont également implantés à Dubaï (on peut trouver une liste non exhaustive ici : <http://www.dubaifrance.com/IMG/pdf/96053.pdf>). On peut aisément penser que, pour construire et entretenir leurs bureaux et leurs infrastructures, tous ces géants de l'industrie française se sont servis dans la classe ouvrière que nous décrivons. L'impérialisme français est complice de la barbarie qui existe dans cet Émirat !

Lutte de classe et répression

Mais malgré toute cette monstrueuse exploitation, malgré l'inexistence de droits pour les travailleurs, les ouvriers ont su, à quelques moments, se révolter en s'auto-organisant, en luttant pour de meilleures conditions de travail. Entre autres « merveilles » du gigantisme architectural capitaliste, s'est construite la plus haute tour du monde, la *Burj Khalifa*. En octobre 2007, en pleine construction, et malgré la répression, le flicage et l'interdiction de faire grève, les ouvriers de la tour ont commencé à se révolter et des grèves sporadiques ont éclaté. Au mois de mai 2008, cette poussée de la combativité ouvrière a conduit plusieurs milliers d'entre eux à manifester leur colère dans une véritable révolte ouverte : les 2500 ouvriers travaillant dans la tour ont affronté pendant deux jours les patrons et la police, ravageant les bureaux et les voitures de chantiers. Le lendemain, dans un mouvement spontané, des milliers d'ouvriers de l'aéroport international de Dubaï se mettaient en grève en solidarité avec les travailleurs de la tour. Les quatre à cinq mille ouvriers réunis réclamaient alors une augmentation de leurs salaires, un accroissement du nombre de bus pour se rendre sur leurs lieux de travail, ainsi que des logements décentes. Après une répression féroce de la part de l'État, le ministère du Travail a demandé l'expulsion de Dubaï de quatre mille ouvriers asiatiques, le ministre se justifiant en ces termes : « *Les ouvriers ne veulent pas travailler et nous n'allons pas les y obliger* ».

Le 26 janvier 2011, au tout début du « printemps arabe », soixante-dix ouvriers du bâtiment se sont mis en grève spontanée puis ont été arrêtés par la police après une manifestation dans leur camp. Alors qu'ils étaient trois mille ouvriers depuis plusieurs jours à demander des hausses de salaire, leurs employeurs leur proposaient

de reprendre le travail ou de rentrer chez eux. Un responsable de la police de Dubaï, rapportera : « Nous avons proposé aux ouvriers soit de reprendre le travail, soit de demander à la compagnie de rompre leurs contrats et de rentrer chez eux. La plupart des travailleurs étudie les deux options... ».

Plus généralement, lorsque le printemps arabe a touché la péninsule arabique, Dubaï et les Émirats arabes unis ont clairement soutenu les régimes en place, au sein notamment du Conseil de coopération du Golfe. Et des manifestations ont touché les Émirats. En mars 2011, 130 militants et intellectuels ont signé une charte pour demander l'élection de la totalité du Conseil des Émirats Arabes Unis au suffrage universel. Certains d'entre eux ont été alors poursuivis pour « non-respect de la

loi », « incitation à des actions de nature à porter atteinte à la sécurité de l'État » et « insultes envers des membres de la famille royale ». Trois d'entre eux ont écopé de trois ans de prison.

Dubaï est un archétype du capitalisme. Une minorité d'exploiteurs amasse de la richesse grâce à l'exploitation d'une majorité d'ouvriers vivant misérablement. Les Émirats Arabes Unis sont coupables par le soutien du gouvernement à cette exploitation. Mais les pays impérialistes comme la France ou les États-Unis le sont également par leurs investissements dans ce pays, dans cette ville, où ils calculent aisément leur plus-value par rapport à celle qu'ils ont en Occident, où les travailleurs sont encore relativement plus protégés par des décennies de luttes de classe. À Dubaï, la lutte de classe en est à ses balbutiements.

Il n'y a pas d'organisations ouvrières, pas d'associations, pas de droit de grève ni même de droit de rassemblement. Mais il y a bien une classe ouvrière qui a tenté de se mettre en mouvement, à plusieurs reprises, ces dernières années. Elle a échoué, à cause d'une féroce répression et d'une auto-organisation trop faible. Maintenant, la résignation peut prendre le dessus, jusqu'à un nouveau mouvement, une nouvelle étincelle, qui sera inévitable... La crise a frappé Dubaï de plein fouet depuis 2008 : déjà des centaines de projets ont été abandonnés et l'Émirat est sur-endetté. Mais si le monstre chancelle, il ne tombera pas tout seul : les travailleurs et travailleuses de tous les pays, de toutes les religions, de toutes les cultures devront le mettre à terre...

Laszlo Merville

Le capitalisme implique structurellement gaspillage, pollution et désastre écologique

Le capitalisme, c'est le désastre écologique permanent. Chaque instant, ce sont des quantités inouïes d'énergie gaspillées, d'eaux, de terres et d'atmosphère polluées, de biodiversité détruite. C'est aussi la mise en danger permanente de pans entiers de la vie humaine et animale par des prises de risques insensées (Nucléaire, OGM, etc). Le fonctionnement écologiquement désastreux du capitalisme est inévitable car il est structurel. Au moins deux principes essentiels sont invariants et doivent être analysés : l'impératif de profit et la concurrence¹.

L'impératif de profit

« Faire toujours plus de profits. » : c'est la caractéristique la plus immédiate du capitalisme, qui est bien souvent source de véritables scandales.

Publicité

Le capitalisme a un besoin structurel de la publicité. Pour encourager les ventes, bien sûr. Mais aussi et parfois surtout comme moyen de contrôle de la ligne éditoriale du média à qui l'on achète l'espace publicitaire. Il est ainsi évident, par exemple, que les dizaines de millions d'euros avec les-

quels EDF arrose la presse depuis des années, à une époque où l'entreprise était en situation de monopole, sert à acheter la ligne éditoriale (et non pas à inciter les consommateurs à gaspiller encore plus d'électricité!). Quand par accident un journal comme *La Tribune* s'aventure à publier des éléments critiques contre l'EPR, la sanction tombe : EDF supprime le budget² (soit dit en passant, ce n'est certainement pas la seule explication, mais il est intéressant de constater que depuis *La Tribune* a été contraint d'abandonner sa version papier...). De même, impossible pour la plupart des médias, de publier le moindre article de ré-

1. Nous nous limitons ici à ces deux aspects. La séparation producteur / consommateur, l'absence générale de pouvoir des travailleurs/ses dans les prises de décision, l'aliénation de la société de consommation, notamment, sont des causes structurelles qui doivent également être développées.

2. *La Décroissance* n°95, décembre 2012-janvier 2013, p. 8.

flexion sur la pollution automobile alors que foisonnent photos publicitaire de tous les constructeurs à chaque détour de page. Résultat : un nombre important d'hebdomadaires et de mensuels ne sont à quasiment 50% que de simples prospectus.

Dans tous les cas, la publicité entraîne une augmentation effrénée de la consommation de ressources, des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de déchets plus ou moins polluants.

Ce n'est pas pour rien que la publicité est si peu aimée, même bien au-delà des activistes qui attaquent les panneaux¹. Elle est comme une voix omniprésente du capital qui nous interpelle en permanence, dont le seul but est d'exercer une forme plus ou moins tolérée de manipulation. On se souvient qu'il y a quelques années, le sympathique Patrick Le Lay, ex-PDG de TF1, était passé à la postérité en déclarant avec un cynisme incroyable vendre "du temps de cerveaux disponible".

Mais sans même parler des effets psychologiques, l'invasion des publicités est une débauche de surconsommation à chaque instant : éclairage des vitrines toute la nuit, impression, transport et collage d'affiches, encarts dans les journaux, tournage de clips vidéo... En France, selon l'Ademe, les dépenses publicitaires ne représentent pas moins de 30 milliards d'euros par an, et 17 kg par habitant de prospectus distribué dans les boîtes aux lettres².

On peut évoquer aussi le cas des affiches motorisées (il arrive même qu'une affiche laisse place... à la même affiche!). Malheureusement il semble qu'il n'y ait pas d'étude globale sur le coût énergétique de la publicité. Reste alors à extrapoler, sachant qu'en région parisienne, les panneaux éclairés équivaldraient à la consommation

électrique de plus de 100 000 personnes³.

Alors quand la publicité se met au « *greenwashing* », il y a de quoi voir rouge⁴...



Les couleurs de l'horreur.

Sacrifice des mesures de sécurité et acceptation criminelle des catastrophes

A chaque fois qu'une usine chimique explose, qu'un navire pétrolier sombre, qu'un incident nucléaire ou une infection alimentaire est signalé... cela met en lumière l'immense danger intrinsèque des industries impliquées, mais aussi la désinvolture avec laquelle ces industries traitent ce danger.

Cela devient malheureusement banal de dire que les industriels font du profit en réduisant la sécurité. C'est même pire que ce que l'on imagine : les capitalistes font parfois simplement le calcul de ne faire aucune prévention et de tolérer un risque parfaitement connu...

Dans le transport maritime, cela se traduit par exemple par les marées noires : à la fois les accidents (navires-poubelles, marins en sous-effectifs et épuisés par des temps de veille trop longs, pression pour sous-estimer les risques de tempête...) et les déballastages sauvages (qui représentent autant sinon plus de rejets d'hydrocarbures) pour éviter de payer au

port.

Dans l'industrie nucléaire, on peut parler de l'absurdité des centrales construites en zone sismique (Fukushima...), qui ajoute encore au risque insensé constitué par l'existence même de ce mode de production, mais aussi de l'hypocrisie de la « sécurité à la française » : des règles de sécurité prétendument strictes... qui ne s'appliquent même pas aux intérimaires de la sous-traitance.

Contrairement à la CGT, nous sommes au NPA pour la sortie du nucléaire (avec un plan en 10 ans maximum). Mais nous sommes solidaires des luttes des travailleurs/ses contre le mépris de la sécurité publique.

Flux-tendu, sous-traitance et délocalisations

Ces dernières décennies ont vu la généralisation du flux-tendu : pour maximiser le rendement du capital, les stocks sont limités au maximum, et les transports doivent donc être le plus flexibles possibles.

C'est une tendance de fond qui fait que le capitalisme délaisse quand il le peut les moyens de transport « lourds » (bateaux, péniches, trains...) et favorise les camions. De cette façon, les trajets sont adaptés au plus près de la demande, qui elle fluctue selon la volatilité des marchés... Ainsi en Europe ces 30 dernières années, on a construit 1 200 km de routes par an et supprimé 600 km de lignes de chemin de fer.

Dans beaucoup d'entreprises industrielles, pour minimiser les risques de pertes conjoncturelles, pour rechercher des économies avec des salaires plus bas, des étapes entières de la production ont été sous-traitées. La même logique s'impose à la marchandise « force de travail » : les

1. En France "Casseurs de pub" qui édite le mensuel *La Décroissance*, et RAP (Résistance à l'Agression Publicitaire)

2. Agence de l'environnement et de la maîtrise (sic) de l'énergie, cité par *La Décroissance* n°95, p. 3.

3. Site web d'Energizine, <http://www.energizine.com/14/13427+consommation-electrique---le-secteur-de-la-publicite-epingle+.html>

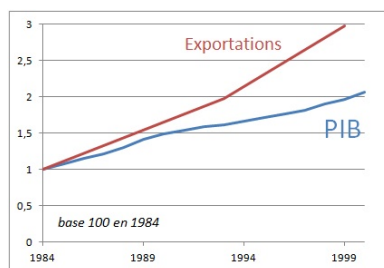
4. Un florilège sur http://saison1.lalliance.fr/xmedia/atelier_BVP/publicites.html

patrons ont externalisé de nombreux postes (agents d'entretien, de maintenance...), pour ne plus avoir à embaucher et ne payer qu'au service. Dans tous les cas, cela engendre des déplacements, et donc des émissions de GES évitables...

Les délocalisations ne sont qu'une prolongation de ce mouvement. On cite souvent des exemples de marchandises types qui font plusieurs fois le tour de la Terre au cours de leur production, comme un jean qui peut parcourir jusqu'à 65 000 km avant d'être vendu. Certaines étapes impliquent nécessairement des transports (le coton n'est pas cultivable partout), mais il n'y a que la logique de profit capitaliste qui impose que le coton soit filé en Turquie, teint en Bulgarie, que la toile soit tissée à Taiwan, que le jean soit assemblé avec boutons et rivets en Tunisie... La mondialisation des échanges a rendu les peuples interdépendants et donné un intérêt commun au prolétariat mondial. Mais actuellement elle est un processus aveugle, qui a ses effets chaotiques, et qui ne donne aux travailleurs du monde aucune prise sur le fruit de leur travail. Ce n'est donc pas forcément « réactionnaire » d'envisager des relocalisations de productions, contrairement à ce qu'affirme régulièrement Lutte ouvrière.

Le niveau global de pollution n'est pas la simple conséquence de « la croissance ». Au début des années 1990, les exportations mondiales de produits manufacturés ont augmenté plus rapidement qu'auparavant, tandis que le taux de croissance du PIB mondial diminuait. En clair, même avec moins de croissance, le capitalisme pollue toujours plus. Sachant que la croissance capitaliste contient nombre de secteurs à supprimer (armement, publicité...) ou à rationaliser (fin de l'obsolescence programmée, moins d'alié-

nation consumériste...), on peut envisager une baisse drastique de l'impact environnemental tout en satisfaisant les besoins de l'humanité.



Baisse des investissements

Depuis les années 1980, le capitalisme est englué dans une sur-accumulation : trop peu de profit est extorqué par rapport à la masse de capital investi. A noter que c'est pour contrebalancer cette baisse que les entreprises ont accru la sous-traitance, le flux-tendu... Mais une autre conséquence majeure est la tendance à la baisse des investissements productifs. Les innovations sont moins stimulées, et surtout, des innovations déjà réalisées ne sont que très lentement généralisées.

Il ne s'agit bien sûr pas de dire que les « innovations » des capitalistes sont par nature « progressistes et écologiques ». Mais voir que les investissements sont de moins en moins rentables pour les capitalistes permet de comprendre pourquoi le « capitalisme vert » est si lent à se développer. On ne peut pas nier qu'il y a des cas où le profit conduit certains capitalistes à aller dans un sens plus environnemental, mais même cette tendance est limitée par un facteur interne. Il est d'ailleurs notable qu'en Chine, où les investissements ont été plus forts qu'ailleurs, l'intensité énergétique a été divisée par 4 entre 1971 et 2006, tandis qu'elle augmentait de 25% en Afrique.

Hormis les nouvelles usines ou branches de production, l'appareil industriel est partout vieilli, ce qui

a des conséquences sur la sécurité comme sur l'efficacité et donc sur la consommation d'énergie et de ressources. Aux États-Unis, certaines raffineries ont plus de 70 ans comme celle qui a explosé au Texas en 2005, qui n'était quasiment plus entretenue.

Dans de nombreux cas, une option moins néfaste écologiquement pourrait être rentable, mais les investissements ne sont pas réalisés. Le rendement des machines à vapeur (utilisées par exemple en géothermie) est en moyenne de 40%, alors qu'on peut, en investissant, le porter à 60%. Avec des systèmes de goutte à goutte, on peut économiser l'eau et par là même éviter les problèmes de salinité qui touchent 20% des cultures irriguées.

Dans le domaine de l'énergie, les énergies renouvelables ne souffrent pas tant du fait qu'elles ne seraient pas rentables, mais que les 25 géants du gaz, du pétrole ou du charbon n'ont aucune envie d'investir massivement pour changer de cap et voir ainsi leur bilan financier nettement dégradé face à leurs concurrents...

Concurrence contre planification

Tous ces méfaits du capital cités proviennent assez directement de la quête de maximisation du profit. Mais il faut également mettre l'accent sur une autre caractéristique du capitalisme : la concurrence¹. Elle génère un gâchis d'énergie, de ressources (et de temps de travail!) qui est très difficilement estimable mais qui est en réalité probablement le principal problème.

Production désordonnée

Pour chaque domaine de la production, il y a différentes entreprises qui ont chacune leurs locaux, leurs machines, leurs fournisseurs, leurs sous-traitants... pour produire les mêmes marchandises

1. La séparation entre chapitres « profit » et « concurrence » n'est qu'un changement de point de vue sur le même système – ce règne de la « concurrence pour le profit ».

(ou presque). La centralisation du capital limite un peu ce phénomène, mais il y a néanmoins de quoi générer de monumentales absurdités.

Ainsi deux sociétés privées (Iridium et Globalstar) ont envoyé chacune des dizaines de satellites pour assurer deux couvertures du globe concurrentes. Idem avec les différents réseaux d'opérateurs de téléphonie mobile (France Telecom, Bouygues, SFR en France). Dans les supermarchés, les très nombreuses marques différentes sont loin d'être toujours justifiées par la « variété de choix ». Parfois la différence n'est que dans le prix, parfois (notamment pour les aliments...) elle est dans la qualité et le risque encouru, ce qui deviendrait impensable dans la société sans classe pour laquelle nous nous battons.

La concurrence dans les réseaux d'électricité ou dans le transport ferroviaire est une source d'inefficacité globale (des coupures, des trains ou des machines à redémarrer...). De même, avoir plusieurs opérateurs d'internet haut débit nécessite des installations supplémentaires (dégroupage). Les différentes banques, assurances, agences immobilières... sont plus une source de perte de temps qu'autre chose. Et le simple fait de passer d'un numéro unique de renseignements (12) à plusieurs (118 xxx...) multiplie les standards téléphoniques, les appareils à acheter...

Transport absurde des marchandises

Au niveau des transports, le capitalisme a construit une toile d'araignée mondiale sans logique d'ensemble. Pour ne prendre que quelques exemples¹ :

– Les États-Unis, riches en bois, importent des allumettes du Japon, qui pille les forêts indonésiennes, tandis que le Japon im-

porte des baguettes des États-Unis.

– Chaque année, 60 000 tonnes de poulets sont importées par le Royaume-Uni depuis les Pays-Bas, tandis que les Pays-Bas importent, eux, 30 000 tonnes de poulets britanniques qui voyagent dans l'autre sens.

– Lors de l'accident du tunnel sous le Mont-Blanc, l'un des poids lourds en cause ramenait vers l'Europe du Nord des pommes de terre qui s'étaient faites transformer en chips en Italie, tandis qu'on transportait du papier hygiénique dans les deux sens !

– Au fil des fusions et des rachats de sous-traitants dans l'industrie automobile, des pièces de moteurs ont pu venir du Brésil ou des États-Unis pour être assemblées en Europe sur des véhicules Renault ou Volkswagen, tandis que des pièces équivalentes traversaient l'Océan Atlantique dans l'autre sens pour être montées sur des véhicules Mack, Ford ou General Motors.

– On peut trouver à Pointe-à-Pitre des oranges venues d'Afrique du Sud, après avoir transité parfois par Rungis, alors qu'on en cultive en Amérique Centrale ou dans la proche Floride...



Obsolescence programmée : des pays d'Afrique sont devenus des poubelles pour les produits électroniques « obsolescents » des pays développés.

L'effet de la sous-traitance et des externalisations évoqué plus haut augmente les importations, mais la concurrence capitaliste elle-même est le problème structurel. La planification pourrait au contraire rationaliser dras-

tiquement les transports : rapprocher usines et voies ferrées ou fluviales, trouver le bon équilibre entre concentration (économies d'échelle) et limitation des transports...

Autres effets indirects de la concurrence

La concurrence n'engendre pas seulement une gabegie à l'étape de la production, mais aussi par toutes ses conséquences.

Par exemple, les multiples objets non compatibles entre eux (des câbles électroniques aux lames de rasoir) contribuent à la non-réparabilité et à l'obsolescence généralisées. Résultat : il n'y a que 20% des appareils (hors garantie) tombant en panne qui sont réparés. Certes, il y a aussi l'effet de la hausse du coût du travail par rapport à celui des marchandises – et la complexité technologique de ces marchandises – qui ruine les petits artisans qui se « débrouillaient » pour réparer. Mais une gestion socialisée de la réparation pourrait tout à fait être envisagée, en lien direct avec la production : pièces d'usure conçues pour pouvoir être changées facilement, schémas et notices techniques en libre diffusion, formation facilitée par la standardisation... Mais tout cela se heurte frontalement au capitalisme et notamment au secret commercial des concurrents.

La gestion des déchets est aussi rendue plus difficile : les constructeurs et les différentes entreprises du secteur des déchets se renvoient tous la responsabilité d'améliorer les procédés... Par exemple, le plastique est aujourd'hui très peu recyclé, principalement parce qu'il y a toutes sortes de compositions différentes, rendant le tri en déchetterie quasi-impossible. Concernant le verre, les pare-brise sont rarement recyclés, parce que le démontage varie et demande beaucoup de main-d'œuvre, déga-

1. Cf article de Lutte ouvrière, <http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/cercle-leon-trotsky-62/article/ecologie-nature-ravagee-planete-6363> ou le livre de Serge Latouche, *Le pari de la décroissance* <http://books.google.fr/books?id=FpkG607mVGAC>

geant finalement peu de marge. Notons aussi que, sauf exceptions locales, le marché capitaliste a tué le système de consignes de bouteilles¹.

On peut ajouter d'innombrables exemples qui peuvent paraître insignifiants, mais qui se déclinent dans chaque secteur avec au global un surcoût absurde... Il n'est pas rare qu'un fournisseur (de citernes, de bus...) doive repeindre son produit parce que tel client a redéfini le code couleur bien précis qui identifie sa marque.

Pour toutes les raisons survolées ci-dessus, le capitalisme semble bien être incapable de s'amender dans un sens écologique. Bien au contraire, ses tendances actuelles font peser sur nous d'immenses risques environnementaux et sanitaires entremêlés, plus dramatiques encore que ceux qui font déjà des centaines de millions de victimes². Il y a plus que matière à se révolter sur tous ces sujets. Pour ne parler que de l'aspect énergétique, ceux qui raisonnent dans le cadre bourgeois

(sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production) estiment que l'on pourrait éviter le quart des émissions de CO2 actuelles par des économies³. Jusqu'à quel point ce pourcentage pourrait-il s'élever si les travailleurs et travailleuses prenaient le contrôle de leurs entreprises, mettant fin au profit et à la concurrence? Les écologistes que nous sommes veulent le savoir, en l'expérimentant à grande échelle!

Ernest Everhard

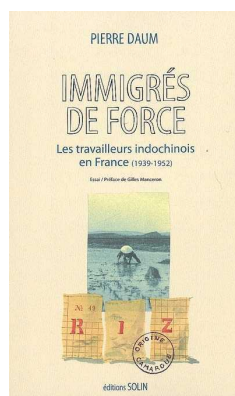
HISTOIRE

Immigrés de force – les travailleurs indochinois en France (1939-1952) Note de lecture sur le livre de Pierre Daum

Le livre de Pierre Daum est construit autour des témoignages de 25 anciens travailleurs indochinois qu'il a recueillis en France et au Vietnam entre 2006 et 2007 et c'est ce qui fait sa force. Témoignages très précis, parfois émouvants, drôles, toujours lucides.

Journaliste à *Libération* en Languedoc-Roussillon, l'auteur a découvert fortuitement l'histoire des 20 000 travailleurs indochinois en s'intéressant à la culture du riz en Camargue. Culture que les Camarguais s'approprient, affichant fièrement les emblèmes de leur région sur les paquets de riz. Pierre Daum découvre dans un petit musée privé local sur l'histoire du riz en Camargue une photo sur laquelle figurent des Asiatiques dans des champs de riz. De là, il va mener une première enquête qui le conduit à publier un article pour un mensuel régional, puis il

va poursuivre et étendre son travail jusqu'à rencontrer les derniers survivants de cette page d'histoire honteuse de l'impérialisme colonial français.



Les ONS (Ouvriers Non Spécialisés) indochinois ont été plus de 20 000 à être forcés de venir travailler en France. Environ 1000 sont morts pendant les années passées à travailler pour la France de

Daladier (celui qui mit en place ce recrutement de la MOI (Main-d'Œuvre Indigène) « au service de la nation » dès mai 1939), puis de Vichy, à force de mauvais traitements, de maladies, etc. D'autres sont restés en France, la plupart a fini par réussir à rentrer au Vietnam après une très longue attente malgré les promesses faites d'un retour rapide.

Sur la base d'un pseudo-volontariat, la machine coloniale, impitoyable, implacable, va recruter de force ces jeunes hommes pour les faire travailler essentiellement dans l'industrie de l'armement, poudreries, etc., dans le sud de la France et en région Rhône-Alpes.

Puis quand l'Allemagne nazie va occuper l'ensemble du pays, ces travailleurs vont être affectés dans les travaux agricoles et, entre autres, à la réimplantation

1. Site web du CNIID, <http://www.cniid.org/Le-point-sur-La-consigne-des-bouteilles-1e,181>

2. Par exemple, « 326 catastrophes climatiques ont été enregistrées en moyenne chaque année entre 2000 et 2004 ; elles ont fait 262 millions de victimes – près de trois fois plus qu'entre 1980 et 1984 » (Source : rapport mondial du PNUD 2007/2008, cité par Daniel Tanuro, *Rapport sur le changement climatique* (<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=739>), Comité International de la IVe Internationale / Ecologie, *Inprecor* N° 551-552, juillet-août 2009).

3. 26% selon l'Agence Internationale de l'Énergie.

du riz en Camargue (que les agriculteurs locaux n'avaient pas su rendre viable depuis le 19^e siècle!).

Le livre décrit dans plusieurs chapitres thématiques la vie des travailleurs indochinois durant toutes les années de guerre, puis un peu après. Tous les thèmes sont abordés : conditions de travail, relation avec les populations locales, organisation des camps, vie privée, etc., à travers les témoignages d'anciens travailleurs et différents documents d'archive. On y comprend comment le système colonial exploitait, réduisait littéralement à l'esclavage des travailleurs qui pourtant, pour beaucoup, avaient accepté de venir en France pour fuir le régime colonial en Indochine (insupportable), croyant à une France métropolitaine plus humaine...

Les camps de travail aménagés spécialement pour les ONS de la MOI, passés sous silence par la mémoire « républicaine » française, étaient monstrueux. Les travailleurs y étaient organisés en sections, comme à l'armée, et n'avaient quasiment aucun droit.

Pas de tenues de travail (certains ont porté la même tenue pendant plus de 2 ans), très peu de nourriture, des « salaires » d'1 à 5 francs par jour, des brimades, des punitions (cachot), des coups. Les travailleurs indochinois ont subi plus de 5 ans durant les humiliations de toutes parts (administration, mais aussi population locale, etc.) tout en fournissant un travail surhumain (d'autant que l'on considérait les « indigènes » indochinois comme des sous-hommes incapables d'assurer les tâches d'hommes « normaux »)... Ils ont surmonté l'impossible.

Après la guerre, nombreux sont ceux qui sont rentrés dans leur pays devenu indépendant en 1954. Certains se sont mariés en France, ils ont fini par gagner la confiance des locaux.

L'auteur fait aussi le portrait des 25 ex-ONS qu'il a rencontrés. Cela donne au livre une dimension de vérité très poignante. Il y a notamment le portrait d'un de ses témoins, le dirigeant trotskyste Hoàng Khoa Khôi, cama-

rade décédé en 2009¹. Tout un chapitre est consacré à ce qui s'est passé après guerre, quand un vent de révolte souffla sur les camps vietnamiens, en même temps que la question de l'indépendance du Vietnam secouait le monde. Les travailleurs vietnamiens en France s'organisèrent alors avec d'un côté les communistes staliniens, minoritaires, partisans d'un État vietnamien participant à l'Empire colonial français, de l'autre les trotskystes, majoritaires (le groupe compta jusqu'à 500 membres), partisans de l'indépendance nationale immédiate. Le conflit entre les deux courants fut d'une grande violence, avec des batailles rangées dans les camps qui firent plusieurs morts. Le livre de Pierre Daum porte sur la place publique cette page d'histoire occultée par la mémoire officielle marquée au double sceau du colonialisme et du stalinisme.

Pierre DAUM, *Immigrés de force – les travailleurs indochinois en France (1939-1952)* – Éditions Solin / Actes Sud – 2009 – 273 p.

Wilbur Schäffer

TÉMOIGNAGE

Parole d'intérimaire

Intérimaire, on m'appelle de temps à autre pour une ou plusieurs journées de travail, généralement la veille, voire le matin pour l'après-midi. Par exemple, j'ai été embauché quelques jours dans une entreprise de routage en région parisienne (mise sous pli d'hebdomadaires). Une journée habituelle peut faire 7h-14h, 14h-22h, 19h-

22h ou même 7h-22h. Sur ce poste de travail qui est fixe, on doit suivre le rythme du tapis roulant mécanique et on répète indéfiniment le même geste. On n'a pas le droit de manger, de boire un café, de téléphoner, et pourtant d'un geste à l'autre il y a un laps de temps... Évidemment, pour une journée de 7h à 22h, 30

minutes de pause sont accordées. Ce jour-là, je dois faire 14h-22h, mais un ouvrier nous demande si nous pouvons poursuivre jusqu'à 23h. Nous acceptons... et nous finissons à 1h du matin! Les autres travailleurs (pour la plupart d'origine africaine) et moi avons été raccompagnés en voiture à la gare par un ouvrier en CDI. Il a un

1. Hoàng Khoa Khôi : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=30> — Cf. aussi, sur le camarade Nguyễn Khanh Hôi : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=395> Sur l'histoire du groupe trotskyste vietnamien de France, cf. l'article de Hoàng Khoa Khôi lui-même paru dans *Le CRI des travailleurs* n° 17, mars-avril 2006 : <http://groupecri.free.fr/article.php?id=109> — Cf. enfin l'article de Quôc-Tê Phan sur les trotskystes en Indochine dans les années 20 et 30 : <http://groupecri.free.fr/article.php?id=32>

peu rouspété pour ce détour parce qu'il devait reprendre à 6h, qu'il avait commencé sa journée à 6h et que le patron ne lui payait pas l'essence. Par malheur, une erreur est survenue sur ma fiche de paie : 8 heures ont été compa-

bilisées, non les trois heures supplémentaires ! On comprend pourquoi les patrons raffolent des intérimaires... Il n'y a pas d'autre solution que notre intégration dans les syndicats pour faire valoir nos droits au coude à coude avec les

salariés permanents. Et, au-delà, battons-nous ensemble pour en finir avec cette précarité... avant qu'elle n'atteigne bientôt tout le monde !

Martin Crisse

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

Éditorial

- Étendre et faire converger les luttes pour l'affrontement central avec le gouvernement, défendre un programme révolutionnaire (p. 2)

France

- « Pacte de compétitivité » de Hollande : le début d'une offensive de grande ampleur contre le prolétariat (p. 3)
- Budget de la Sécu : l'austérité pour les travailleurs, les exonérations de cotisations sociales pour les patrons (p. 6)
- Le PS et le droit de vote des étrangers : un peu, beaucoup... pas du tout ? (p. 7)
- Congrès de la FSU : la direction veut aller encore plus loin dans le « dialogue social » ! (p. 8)

Crise économique

- Pour en finir avec l'UE capitaliste et l'euro en crise (p. 11)
- Crise capitaliste : le grand bond en arrière (p. 12)
- Le contre-rapport d'Attac et de la fondation Copernic sur la compétitivité : inconsistance de l'antilibéralisme (p. 13)

Congrès 2013 du NPA

- Présentation de la plateforme Z (p. 16)
- Textes de la plateforme Z
 - Pourquoi la plateforme Z ? (p. 17)
 - Formulations alternatives dans le texte International/Europe (p. 18)
 - Sur la situation en France et l'orientation du parti : Mettre en échec le patronat et le gouvernement Hollande par la lutte des classes (p. 19)
 - Sur le projet du NPA : Six questions à trancher pour refonder le NPA (p. 23)
- Contributions pour le Bulletin de Discussion (p. 28)

Pour l'orientation du NPA

- Bilan du Secrétariat National Jeunes des 1er et 2 décembre 2012 : des initiatives positives mais les désaccords perdurent (p. 35)

Leur société

- L'esclavage moderne ou le vrai visage de Dubaï (p. 36)
- Le capitalisme implique structurellement gaspillage, pollution et désastre écologique (p. 38)

Histoire

- Immigrés de force – les travailleurs indochinois en France (1939-1952). Note de lecture sur le livre de Pierre Daum (p. 42)

Témoignage

- Parole d'intérimaire (p. 43)

Qui sommes-nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militants venant de l'ex-Groupe CRI, certains de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVE Internationale, par les textes soumis aux AG électorales et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis. La Tendance CLAIRE a initié en mai 2010 le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire (CTR) qui, avec d'autres camarades, a fonctionné jusqu'au dernier congrès du NPA (février 2011), portant la plateforme 4 (3,7% des voix). Trois des six élus de la position 4 au Conseil Politique National (CPN) du NPA sont membres de la Tendance CLAIRE.

La TC poursuit maintenant son combat original pour constituer une grande Tendance révolutionnaire du NPA et s'adresse tout particulièrement aux camarades de la position 2 du NPA, en proposant de défendre un programme révolutionnaire cohérent et de le porter dans la lutte des classes, les entreprises, la jeunesse. Cela implique de combattre résolument les orientations mises en œuvre par la direction actuelle de notre parti et de surmonter, par le débat démocratique et la confrontation politique, les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs du NPA. En effet, c'est le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la « gauche de la gauche » qui est à l'origine de la crise actuelle du NPA.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin *Au CLAIR de la lutte* (N° ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63